

JANVIER 2013

LE SURENDETTEMENT DES MÉNAGES

ENQUÊTE TYPOLOGIQUE 2011

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| INTRODUCTION | 5 |
| 1 Champ de l'étude | 5 |
| 2 Résumé des principaux constats relatifs à l'ensemble des dossiers recevables recensés | 6 |
| 2 1 Caractéristiques sociodémographiques et professionnelles | 6 |
| 2 2 Ressources et capacités de remboursement | 6 |
| 2 3 Structure de l'endettement | 7 |
| 3 Contexte socio-économique et répartition des dossiers de surendettement | 9 |
| PROFIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE ET PROFESSIONNEL | 13 |
| 1 Profil sociodémographique | 13 |
| 1 1 Statut matrimonial du débiteur | 13 |
| 1 2 Nombre de personnes à charge | 14 |
| 1 3 Âge des personnes surendettées | 14 |
| 1 4 Répartition hommes/femmes | 16 |
| 2 Situation au regard du logement | 17 |
| 3 Caractéristiques professionnelles | 18 |
| 3 1 Situation au regard de l'emploi | 18 |
| 3 2 Professions et catégories socioprofessionnelles | 19 |
| RESSOURCES ET CAPACITÉS DE REMBOURSEMENT | 23 |
| 1 Niveau des ressources | 23 |
| 1 1 Ressources par dossier de surendettement | 23 |
| 1 2 Ressources selon la composition des ménages surendettés | 24 |
| 1 3 Répartition des dossiers par montant et par composition du ménage | 25 |
| 2 Structure des ressources | 26 |
| 2 1 Répartition du montant des ressources par nature : comparaison avec la population française | 26 |
| 2 2 Ressources principales des personnes surendettées | 26 |
| 3 Autres ressources : patrimoine immobilier et épargne | 28 |
| 3 1 Patrimoine immobilier des personnes surendettées | 28 |
| 3 2 Épargne des personnes surendettées | 29 |
| 4 Capacités de remboursement | 30 |

| | |
|--|-----------|
| NIVEAU, TYPOLOGIE ET ÉVOLUTIONS DE L'ENDETTEMENT | 31 |
| 1 Structure globale de l'endettement | 31 |
| 2 Typologie et évolution de l'endettement financier | 32 |
| 2 1 Les dettes immobilières | 33 |
| 2 2 Les dettes relatives aux crédits à la consommation | 33 |
| 2 3 Découverts et dépassements | 34 |
| 3 Arriérés de charges courantes (dossiers recevables) | 35 |
| 4 Autres dettes | 36 |
| | |
| ANNEXES | 37 |
| Annexe 1 Nomenclature de l'endettement | 37 |
| Annexe 2 Professions et catégories socioprofessionnelles | 39 |
| Annexe 3 Structure détaillée de l'endettement | 41 |
| Annexe 4 Distribution du crédit à la consommation en France | 45 |
| Annexe 5 Liste des sigles | 47 |



Introduction

1| Champ de l'étude

Cette étude a pour objet d'analyser le profil sociodémographique et professionnel, le niveau et la structure des ressources ainsi que les caractéristiques de l'endettement des ménages en situation de surendettement.

Elle a été réalisée à partir des données extraites des 202 874 dossiers déclarés recevables par les commissions de surendettement du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011. Comme lors de la précédente enquête ¹, ont en outre été plus spécifiquement étudiées les situations orientées vers la procédure de rétablissement personnel (PRP) en raison de l'analyse faite par les commissions de leur caractère « irrémédiablement compromis » (57 640 dossiers soit 28 % des dossiers recevables) ainsi que celles correspondant à un redépôt de dossier (79 869 dossiers soit 39 % des dossiers recevables).

Dans ce dernier cas, les raisons justifiant un nouvel examen de la situation des débiteurs concernés par les commissions sont de différentes natures et traduisent, à des degrés divers, la récurrence de certaines situations de surendettement :

- dans 40,1 % des cas, les redépôts interviennent au terme de mesures partielles de traitement de la situation des débiteurs précédemment mises en place par les commissions de surendettement, notamment sous forme de moratoires ou de plans de rééchelonnement, ne permettant pas d'apurer la totalité du passif en raison de l'insuffisance des capacités de remboursement ;
- dans 35,7 % des cas, les redépôts s'expliquent par des changements dans la situation personnelle (séparation, union, naissance...) et/ou professionnelle (perte d'emploi ou nouvel emploi, retraite...) des personnes surendettées qui modifient l'équilibre économique des plans de désendettement précédemment établis par les commissions ;
- dans 10,4 % des situations, les demandes de réexamen sont consécutives à un nouvel endettement (notamment sous forme d'arriérés de charges courantes), voire à l'identification de dettes précédemment oubliées par les demandeurs ;
- le non-respect des plans précédemment établis, sans changement par ailleurs de la situation des bénéficiaires, représente une part très minoritaire de redépôts (2,5 %) ;
- dans 11,3 % des cas, ils peuvent s'expliquer par d'autres raisons notamment d'ordre administratif.

Lorsque cela était possible, les principales caractéristiques dégagées ont été mises en perspective avec les observations issues des enquêtes typologiques antérieures et ont fait l'objet de comparaisons avec des données caractérisant la population française et publiées par l'Insee notamment.

1 Réalisée sur la base des données extraites des dossiers recevables du 1^{er} janvier au 31 octobre 2010

2| Résumé des principaux constats relatifs à l'ensemble des dossiers recevables recensés

Les enseignements dégagés de la présente étude ne traduisent pas de changement dans la structure de la typologie des ménages surendettés même si quelques infléchissements sont observés.

2|1 Caractéristiques sociodémographiques et professionnelles

En 2011, la population des ménages surendettés demeure caractérisée par la prédominance de personnes vivant seules — célibataires, séparés, divorcés ou veufs (64,2 %) — et n'ayant pas de personnes à charge (51,8 %). Les classes d'âge des 35 à 44 ans et, dans une moindre mesure des 45 à 54 ans, sont les plus représentées (respectivement 27,4 % et 25,9 %), étant précisé que dans 23,6 % des cas, les surendettés sont âgés de 55 ans et plus (et de 65 ans et plus dans 8,4 % des cas) reflétant ainsi la tendance précédemment observée au vieillissement de la population surendettée.

L'analyse de la situation au regard du logement confirme la présence majoritaire de personnes locataires (78,6 %) mais on observe toutefois un recul par rapport aux années précédentes, de 1,4 point par rapport à 2010 et de 1,1 point par rapport à 2007. La part des locataires parmi les personnes surendettées s'établit donc, en 2011, à un niveau proche de celui observé en 2004 (78,2 %). Parallèlement, la part des propriétaires accédants (6,1 %) connaît une augmentation de 1,2 point par rapport à 2010 et de 1,0 point par rapport à 2007, se rapprochant ainsi du niveau atteint en 2004 (6,3 %). Globalement, la part cumulée des propriétaires et des propriétaires accédants se situe ainsi en 2011 à 9,3 %, en augmentation de près de deux points par rapport à 2010. Cette évolution, qui peut traduire des difficultés accrues de la part des personnes propriétaires ou accédant à la propriété, doit également être rapprochée de l'évolution des pratiques des commissions de surendettement qui, dans le prolongement de l'orientation donnée en la matière par la loi Lagarde, apprécient de manière plus large la recevabilité des dossiers dans lesquels un bien immobilier est recensé.

La situation au regard de l'emploi confirme l'importance des difficultés professionnelles rencontrées par les personnes surendettées, caractérisée notamment par la présence de 25,6 % de chômeurs, de 11,7 % de personnes sans profession, de 10,3 % de personnes sans activité professionnelle (invalidité, congé maladie de longue durée, congé parental). La part de ces différentes situations, tout en demeurant très importante (47,6 %), est néanmoins en léger recul par rapport à 2010 (50 %), étant précisé que parallèlement la part des surendettés salariés en activité passe de 36,7 % à 39,0 %.

D'un point de vue socioprofessionnel, ce sont les employés (35,1 %) et les ouvriers (24,5 %) qui demeurent les plus représentés parmi les personnes surendettées, dans le prolongement de la tendance observée les années précédentes.

2|2 Ressources et capacités de remboursement

En 2011, la répartition des dossiers de surendettement par tranche de revenus connaît quelques infléchissements par rapport à l'année précédente. Ainsi, 78,5 % (83,1 % en 2010) des ménages surendettés ont des ressources mensuelles inférieures ou égales à 2 000 euros, 48,7 % (54,2 % en 2010) ont des ressources inférieures ou égales au SMIC et 10,7 % d'entre eux (12 % en 2010) des ressources inférieures ou égales au RSA socle pour deux personnes.

Malgré les évolutions ainsi observées, le niveau de ressources des personnes surendettées reste faible, ce qui affecte les capacités de remboursement, c'est-à-dire les ressources disponibles pour apurer le

passif après imputation des sommes nécessaires au paiement du loyer et des charges locatives, à la subsistance du débiteur et à celle de son foyer ainsi qu'aux différentes charges courantes.

Ainsi, en dépit d'une légère diminution de la part de ces situations, plus d'un dossier sur deux (52,5 % en 2011 contre 55,8 % en 2010) demeure caractérisé par une absence de capacité de remboursement. Par ailleurs, la part des dossiers assortis de capacités de remboursement strictement inférieures à 450 euros est stable (28,7 % en 2011 contre 28,3 % en 2010). En conséquence, 81,2 % des situations de surendettement se caractérisent par des capacités de remboursement faibles ou inexistantes. On observe toutefois, en 2011, une très légère augmentation (+ 2,9 points) de la part des dossiers dont les capacités de remboursement sont supérieures ou égales à 450 euros.

2|3 Structure de l'endettement

La structure et le niveau de l'endettement des ménages surendettés reflètent les difficultés de trésorerie et de solvabilité auxquelles ceux-ci sont confrontés. Elles se traduisent par un endettement de nature mixte combinant majoritairement des dettes à la consommation (présentes dans 89,5 % des dossiers) ainsi que des arriérés de charges courantes (présents dans 75,6 % des dossiers).

Dans ce cadre, on note toutefois en 2011 quelques évolutions caractérisées notamment par une légère augmentation de la part des dossiers comportant un endettement immobilier (8,7 % en 2011 contre 7,2 % en 2010) consécutif à l'acquisition d'un bien ou à la réalisation de travaux. Cette évolution est à mettre en relation avec la progression observée de la part des propriétaires et des propriétaires accédants dans les situations de surendettement déclarées recevables par les commissions.

L'encours moyen des dettes immobilières (95 252 euros en 2011) étant par nature supérieur à celui des autres catégories de dettes, on observe également une augmentation de l'encours moyen global par dossier, de 34 456 euros en 2010 à 36 801 en 2011.

Des évolutions peuvent également être relevées en ce qui concerne la typologie de l'endettement au titre des crédits à la consommation. Dans ce domaine, qui demeure caractérisé par la part prépondérante des crédits renouvelables présents en 2011 dans près de 78 % des dossiers, on note néanmoins une diminution de la part en valeur de ce type de crédits dans l'endettement global (de 40,1 % en 2010 à 34,6 % en 2011) et parallèlement une augmentation de la part relative des prêts personnels (de 20,8 % en 2010 à 22,7 % en 2011).

Ces différentes évolutions sont également observées dans le baromètre trimestriel du surendettement élaboré par la Banque de France.

Les caractéristiques détaillées de l'endettement des ménages surendettés sont présentées ci-après.

Les dettes financières

Les dettes financières, représentent près de 83 % de l'endettement global et sont présentes dans la quasi-totalité des dossiers, puisque seuls 5,6 % des dossiers recevables et 9,4 % des dossiers en procédure de rétablissement personnel (PRP) n'en contiennent pas. En moyenne, un dossier comprend 5,5 dettes financières distinctes pour un endettement moyen de 32 345 euros (et de 15 972 euros pour les dossiers en PRP).

Les dettes financières recouvrent les dettes immobilières, les dettes à la consommation, les microcrédits et les prêts sur gage, ainsi que les autres dettes bancaires (découverts et dépassements), selon les répartitions représentées ci-après.

- Les **dettes immobilières** représentent 22,6 % de l'endettement global et sont présentes dans 8,7 % des dossiers. Leur montant moyen est de 95 252 euros. Un dossier recevable contient en moyenne 1,8 dette immobilière contre 1,4 pour un dossier en PRP ;
- Les **dettes à la consommation**, représentent quant à elles 58,2 %, soit la majorité de l'endettement total en valeur. Elles sont présentes dans presque 90 % des dossiers, pour un montant moyen de 23 927 euros.
 - Les crédits renouvelables sont présents dans 77,9 % des dossiers, pour un montant moyen de 16 330 euros. Ils sont la principale composante (59,4 %) des dettes à la consommation et représentent 34,5 % de l'endettement global. En moyenne, un surendetté détient 4,1 crédits renouvelables distincts.
 - Les prêts personnels constituent également une part importante des dettes à la consommation, avec 39 % du montant. 22,7 % de l'endettement global est constitué de prêts personnels, lesquels sont présents dans 47,1 % des dossiers (49,4 % en 2010), avec en moyenne 2,4 prêts personnels différents par dossier.
- Les **découverts et dépassements** représentent 2,1 % de l'endettement global des surendettés en général et 2,8 % de ceux qui ont été orientés vers la PRP. En moyenne, cette catégorie de dette est d'un montant moyen de près de 1 363 euros au sein de l'ensemble des dossiers recevables (1 160 euros pour les dossiers en PRP). La majorité des dossiers contient ce type de dette (55,9 % pour les dossiers recevables et 49 % pour les dossiers en PRP), et en moyenne il y a 1,3 ligne de découverts au sein du dossier.

Les dettes de charges courantes

Les dettes de charges courantes sont présentes dans 75,6 % des dossiers de surendettement en 2011, pour un montant moyen de 4 446 euros.

Les charges courantes correspondent à 9,1 % de la valeur totale des dettes et le nombre moyen de lignes de dettes de cette nature s'établit à 3,7 dettes.

- Les dettes de logement, sont recensées dans 45 % des dossiers de surendettement, pour un encours moyen de 3 614 euros.
- Les dettes d'énergie sont présentes dans presque la moitié des dossiers de surendettement (49 %), pour un montant moyen en progression de près de 10 % mais ne représentent que 1,7 % de l'endettement global.
- Les dettes alimentaires sont d'un montant moyen de 3 485 euros, mais ne sont recensées que dans 2,4 % des dossiers.
- Les dettes fiscales d'un montant moyen de 1 714 euros, représentent 1,8 % de l'endettement global et figurent dans 38,7 % des dossiers.

Les autres dettes

Les autres dettes (2,3 dettes par dossier) représentent 7,9 % du montant global des dettes du surendettement et sont présentes dans un peu plus de la moitié des dossiers (50,4 %), pour un montant moyen de 5 795 euros.

3| Contexte socio-économique et répartition des dossiers de surendettement

Afin d'apporter un éclairage complémentaire sur l'évolution et la typologie des phénomènes de surendettement, une cartographie de la répartition régionale des dossiers de surendettement, mettant en regard des indicateurs caractérisant le contexte socio-économique des régions concernées, a été élaborée.

Les indicateurs retenus dans ce cadre sont :

- le nombre de dossiers de surendettement déposés pour 100 000 habitants de 15 ans et plus ;
- le taux de chômage ;
- la part de la population couverte par le RSA socle ;
- le revenu disponible brut par habitant ;
- le nombre de séparations pour 100 000 habitants de 15 ans et plus.

En moyenne, en 2011, 458 dossiers pour 100 000 habitants de 15 ans et plus ont été déposés auprès des commissions de surendettement, étant précisé que des écarts significatifs sont observés selon les régions.

Ainsi, en Alsace, Bretagne, Corse, Île-de-France, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes, le niveau des dépôts de dossiers enregistrés auprès des commissions de surendettement est inférieur à 400 pour 100 000 habitants de 15 ans et plus. À l'opposé, les régions Bourgogne, Champagne-Ardenne, Haute-Normandie, Picardie et Nord-Pas-de-Calais enregistrent un niveau de dépôts supérieur à 500 dossiers pour 100 000 habitants de 15 ans et plus.

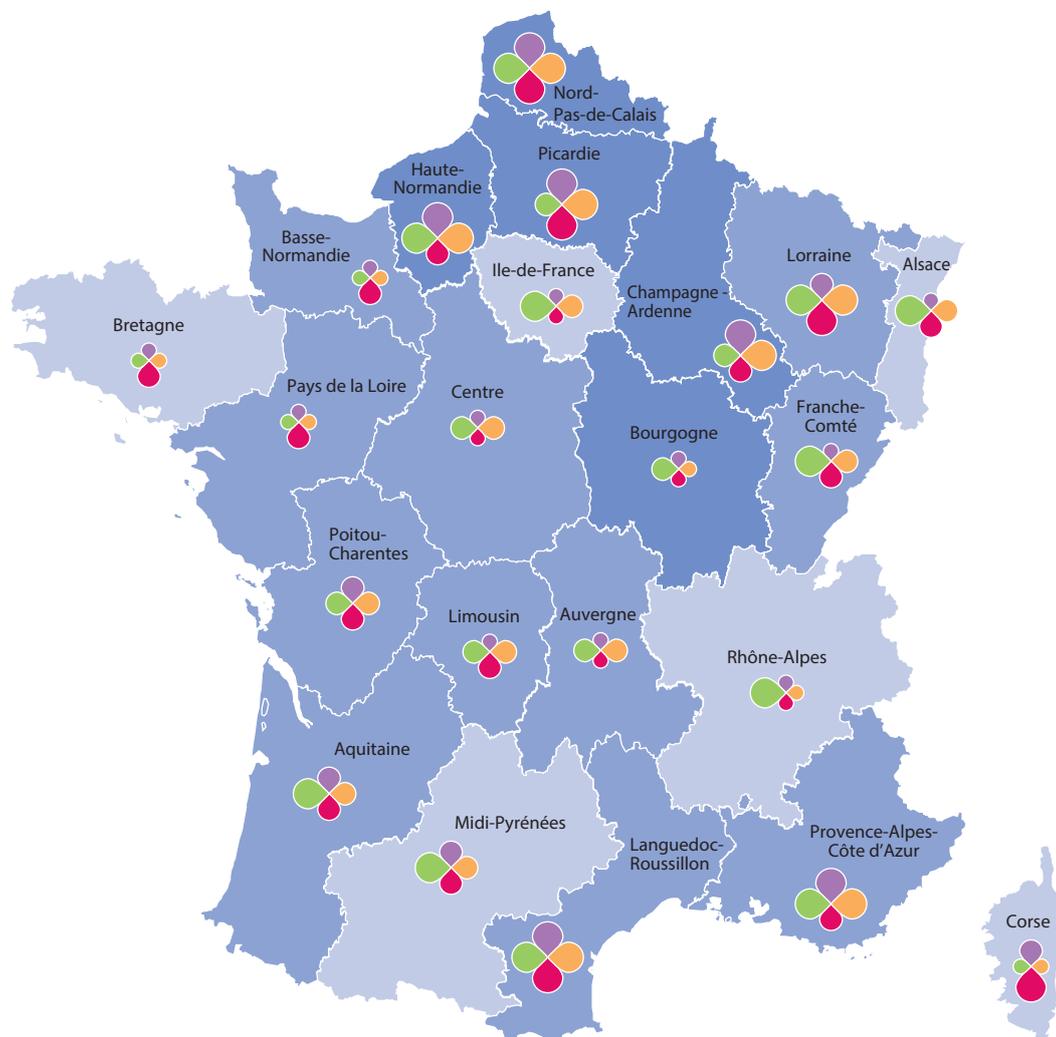
Ces écarts sont, en règle générale, cohérents avec le niveau des indicateurs retenus pour caractériser le contexte socio-économique régional correspondant. Il en est ainsi, notamment, dans les anciennes régions industrielles qui enregistrent des niveaux de dépôts très supérieurs à la moyenne nationale.

Néanmoins, on observe également des situations atypiques. Ainsi, certaines régions caractérisées par des indicateurs socio-économiques comparables peuvent connaître des situations contrastées en matière de dépôts de dossiers de surendettement ; c'est notamment le cas des régions Languedoc-Roussillon et Nord-Pas-de-Calais. Dans ces deux régions, le taux de chômage est supérieur ou égal à 10 %, la part de la population couverte par le RSA supérieure ou égale à 4,5 %, le revenu disponible brut par habitant strictement inférieur à 18 500 euros et le nombre de séparations pour 100 000 habitants de 15 ans et plus est supérieur ou égal à 320. Toutefois, malgré les similitudes ainsi observées, le nombre de dossiers déposés pour 100 000 habitants de 15 ans et plus est de 441 en Languedoc-Roussillon alors qu'il atteint 697 dans le Nord-Pas-de-Calais. Par ailleurs et dans une moindre mesure, la Bourgogne et la Bretagne se caractérisent par des indicateurs socio-économiques globalement comparables mais connaissent des niveaux de dépôts de dossiers de surendettement significativement différents.

Les comparaisons ainsi réalisées montrent la corrélation existant entre les indicateurs socio-économiques et le niveau des dépôts de dossiers mais illustrent également le rôle d'autres facteurs, d'ordre comportemental ou sociologique, pour expliquer totalement la répartition régionale des dossiers de surendettement.

Enfin, l'évolution sur trois ans de la répartition régionale des dépôts de dossiers fait l'objet d'une seconde cartographie. Cette dernière illustre la progression des dépôts de dossiers pour 100 000 habitants de 15 ans et plus (426 en 2009, 430 en 2010 et 458 en 2011) et la diffusion de cette évolution au plan régional.

SURENDETTEMENT ET CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES RÉGIONALES



Taux de chômage

Données 2011
(4^e trimestre)

- < 9 %
- [9 % et 10 %[
- ≥ 10 %

Revenu disponible brut/habitant

Données 2009 semi-définitives

- > 19 500 euros
- [18 500 euros – 19 500 euros]
- < 18 500 euros

Part de la population couverte par le RSA socle

Données 2010

- < 3,5 %
- [3,5 % et 4,5 %[
- ≥ 4,5 %

Nombre de séparations pour 100 000 habitants de 15 ans et plus
(divorce + dissolution de Pacs)

Données 2010

- < 270
- [270 et 320[
- ≥ 320

Nombre de dossiers pour 100 000 habitants de 15 ans et plus *

Données 2011

- Moins de 400 dossiers
- Entre 400 et 500 dossiers
- Plus de 500 dossiers

* Recensement 2008 de la population de 15 ans et plus

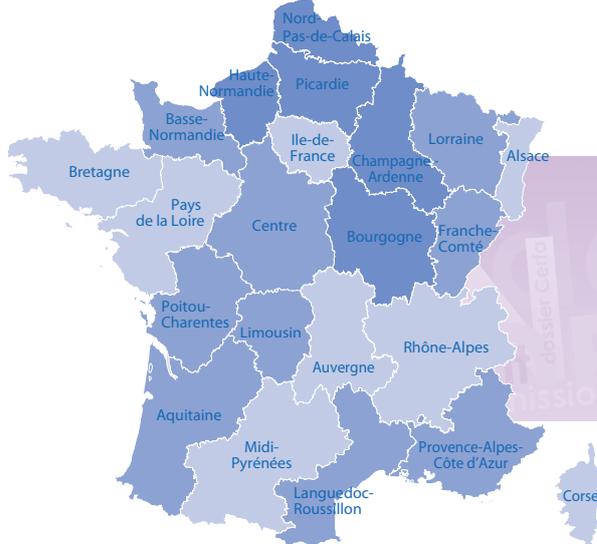
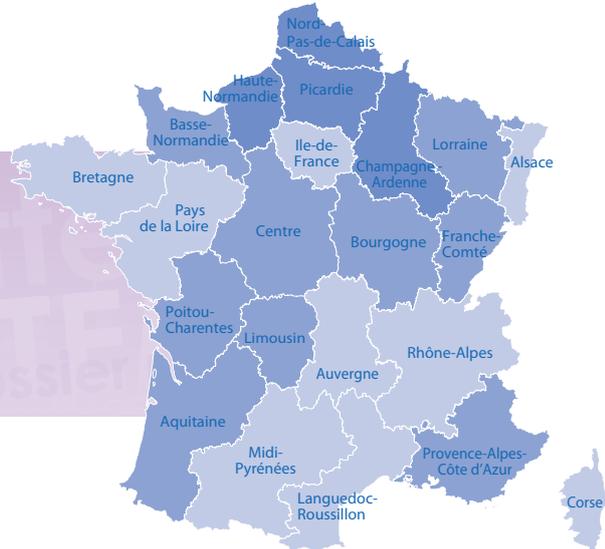
En 2011, 232 493 dossiers déposés en France métropolitaine, soit une moyenne de 458 dossiers pour 100 000 habitants de 15 ans et plus.
Sources : Banque de France, Insee, Cnaf, Ministère de la Justice et des Libertés

ÉVOLUTION DES DÉPÔTS DE DOSSIERS DE SURENDETTEMENT EN FRANCE

Nombre de dossiers pour 100 000 habitants (15 ans et plus)

Données 2009

216 396 dossiers ont été déposés en France métropolitaine, soit une moyenne de **426** dossiers pour 100 000 habitants de 15 ans et plus.

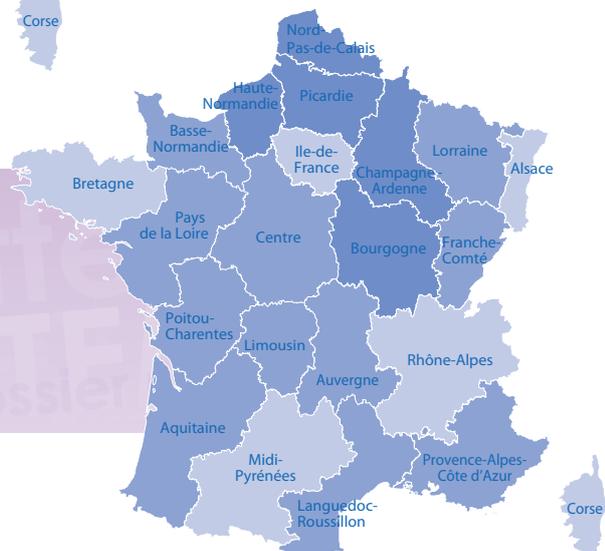


Données 2010

218 102 dossiers ont été déposés en France métropolitaine, soit une moyenne de **430** dossiers pour 100 000 habitants de 15 ans et plus.

Données 2011

232 493 dossiers ont été déposés en France métropolitaine, soit une moyenne de **458** dossiers pour 100 000 habitants de 15 ans et plus.



Nombre de dossiers pour 100 000 habitants (15 ans et plus)

- Moins de 400 dossiers
- Entre 400 et 500 dossiers
- Plus de 500 dossiers

Source : Banque de France

Profil sociodémographique et professionnel

1 | Profil sociodémographique

1.1 Statut matrimonial du débiteur

En 2011, la part des personnes seules (divorcés, célibataires ou veufs) demeure majoritaire (64,2 %, contre 65,3 % en 2010) étant précisé que l'on

observe également une très légère augmentation de la représentation des personnes surendettées vivant en couple (35,8 %, contre 34,7 % en 2010).

Cette répartition est plus marquée dans les situations orientées en PRP, la part des personnes seules représentant alors 77,8 % des cas, ce qui ne traduit pas d'évolution majeure par rapport à la situation observée en 2010.

Tableau 1
Statut matrimonial des surendettés^{a)}

(en % du nombre de dossiers)

| | 2001 | 2004 | 2007 | 2010 | 2011 | | |
|------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------------|--------------|--------------|
| | | | | | Population totale | PRP | Redépôts |
| Couples | 42,2 | 36,5 | 34,4 | 34,7 | 35,8 | 22,2 | 37,5 |
| Divorcés/séparés | 26,5 | 32,7 | 33,4 | 34,9 | 34,4 | 43,9 | 34,8 |
| Célibataires | 26,0 | 25,0 | 26,6 | 24,6 | 24,1 | 27,0 | 21,9 |
| Veufs (ves) | 5,3 | 5,8 | 5,6 | 5,8 | 5,7 | 6,8 | 5,8 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

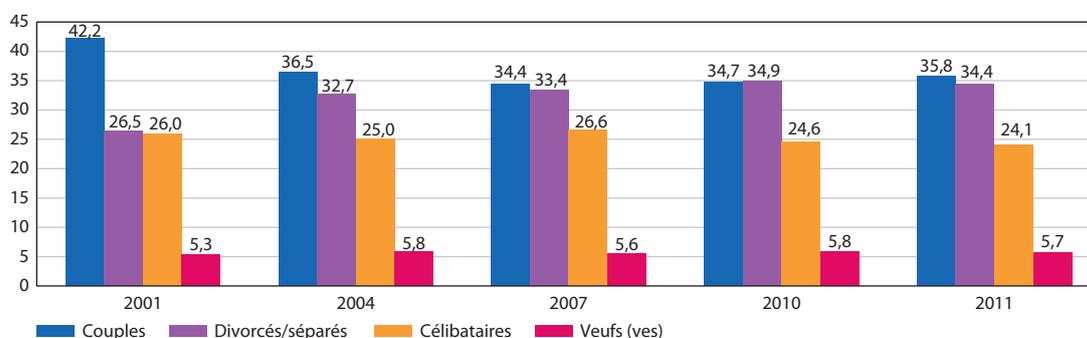
a) Les couples sont les personnes mariées, pacées ou vivant en concubinage.

Lecture : en 2011, 35,8 % des débiteurs vivent en couple.

Source : Banque de France

Graphique 1
Évolution du statut matrimonial des surendettés

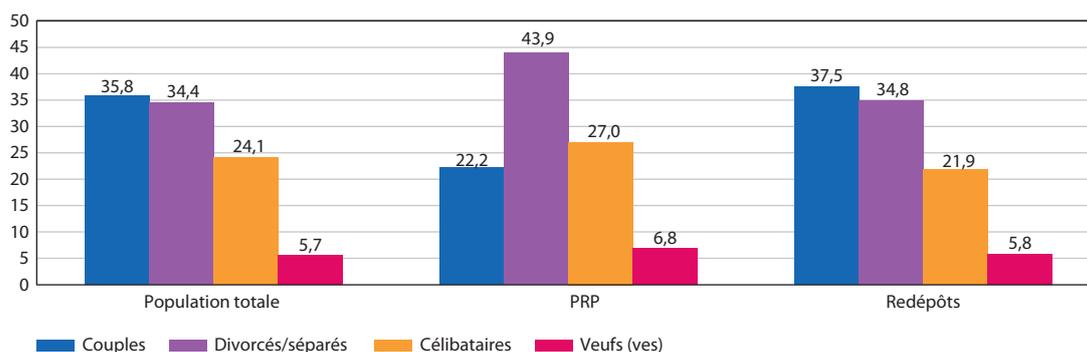
(en % du nombre de dossiers)



Source : Banque de France

Graphique 2
Statut matrimonial des surendettés en 2011, selon la nature du dossier

(en % du nombre de dossiers)



Source : Banque de France

1|2 Nombre de personnes à charge

En 2011, la proportion de dossiers dans lesquels aucune personne à charge n'est recensée s'établit à 51,8 %. Ce niveau est en très léger retrait par rapport à 2010, année où il avait atteint 53 % des dossiers, au terme d'une phase d'augmentation continue depuis 2001.

Tableau 2
Évolution des dossiers selon le nombre de personnes à charge

(en % du nombre de dossiers)

| | 2001 | 2004 | 2007 | 2010 | 2011 |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 0 | 42,5 | 47,4 | 48,8 | 53,0 | 51,8 |
| 1 | 21,5 | 20,7 | 20,4 | 19,0 | 19,4 |
| 2 | 19,0 | 17,1 | 16,7 | 15,1 | 15,8 |
| 3 | 10,5 | 9,5 | 9,0 | 8,2 | 8,5 |
| 4 et plus | 6,5 | 5,3 | 5,1 | 4,8 | 4,5 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Lecture : En 2011, 4,5% des dossiers étaient constitués d'au moins quatre personnes à charge.
Source : Banque de France

Tableau 3
Répartition des dossiers selon le nombre de personnes à charge en 2011 et selon la nature du dossier

(en % du nombre de dossiers)

| | 2011 | | |
|--------------|-------------------|--------------|--------------|
| | Population totale | PRP | Redépôts |
| 0 | 51,8 | 51,7 | 49,7 |
| 1 | 19,4 | 18,9 | 19,5 |
| 2 | 15,8 | 15,1 | 16,5 |
| 3 | 8,5 | 8,4 | 9,4 |
| 4 et plus | 4,5 | 5,9 | 4,9 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source : Banque de France

Cette évolution est plus marquée dans le cas de dossiers en PRP, la proportion de surendettés n'ayant pas de personnes à charge passant dans ce type de situations de 55,6 % en 2010 à 51,7 % des cas en 2011.

Par ailleurs, c'est dans les cas faisant l'objet de procédures de rétablissement personnel que les familles les plus nombreuses (de 4 enfants et plus) sont les plus représentées, dans des proportions qui toutefois demeurent faibles (5,9 % contre respectivement 4,5 % et 4,9 % pour l'ensemble des dossiers recevables et les redépôts).

Les personnes à charge sont très généralement les enfants (97,9 %).

1|3 Âge des personnes surendettées

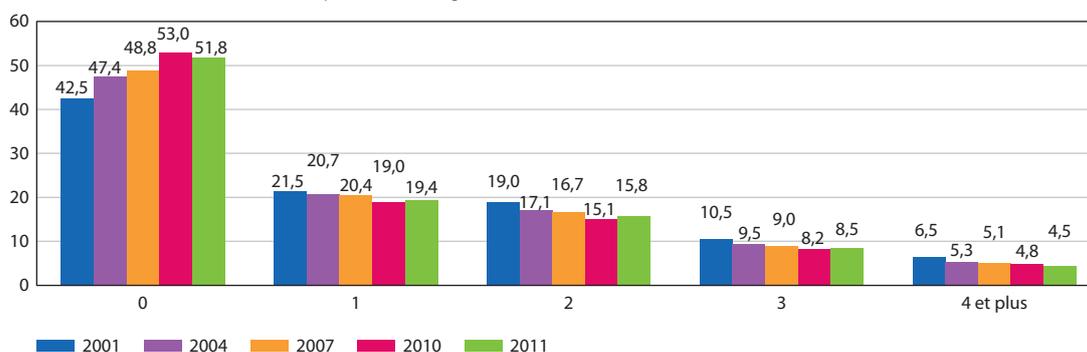
La tranche d'âge « de 35 à 44 ans » demeure la plus représentée (27,4 %) parmi les personnes surendettées, cette caractéristique étant légèrement accentuée dans les cas de redépôts de dossiers (28,8 %).

L'âge des personnes orientées en procédure de rétablissement personnel est, compte tenu des caractéristiques de cette procédure, plus élevé. Ainsi, la représentation de la tranche d'âge de « 45 à 54 ans » et de celle de « 55 à 64 ans » est particulièrement marquée dans cette catégorie.

Les évolutions observées pour l'ensemble des classes d'âge, depuis 2001, confirment la tendance au vieillissement de la population des personnes surendettées, déjà relevée dans le cadre de la précédente enquête typologique.

Graphique 3
Évolution des dossiers selon le nombre de personnes à charge

(en % du nombre de dossiers et en nombre de personnes à charge)



Source : Banque de France

Tableau 4
Répartition des personnes surendettées
par tranche d'âge en 2011 ^{a)}
 (en nombre de personnes)

| | Population totale | PRP | Redépôts |
|----------------|-------------------|---------------|----------------|
| De 18 à 24 ans | 7 443 | 880 | 1 314 |
| De 25 à 34 ans | 52 681 | 10 888 | 18 978 |
| De 35 à 44 ans | 71 071 | 18 035 | 29 602 |
| De 45 à 54 ans | 67 107 | 19 223 | 28 910 |
| De 55 à 64 ans | 39 371 | 12 076 | 16 405 |
| De 65 à 74 ans | 15 548 | 3 866 | 5 338 |
| 75 ans et plus | 6 193 | 1 883 | 2 296 |
| Total | 259 414 | 66 851 | 102 843 |

a) Les données sont relatives aux débiteurs et aux codébiteurs, ce qui explique que le nombre total de personnes soit supérieur au nombre total de dossiers. Lecture : Parmi les surendettés orientés en PRP, 880 personnes ont moins de 25 ans.

Source : Banque de France

Ainsi, la part des surendettés les plus jeunes (ayant moins de 25 ans), s'est infléchie depuis

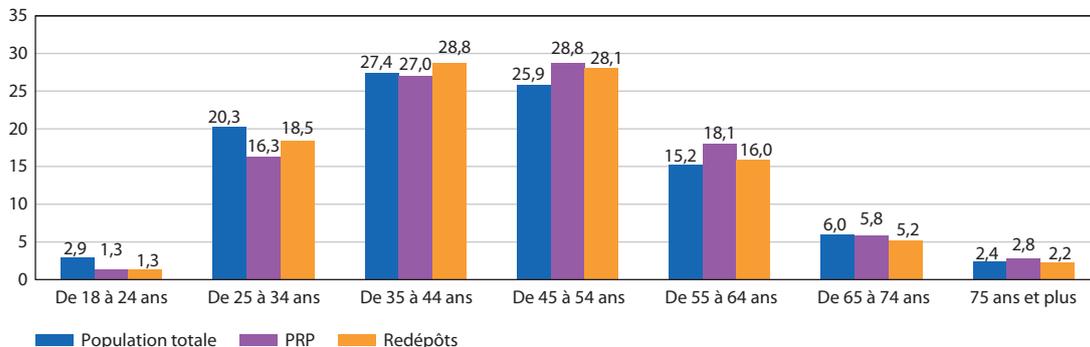
dix ans, passant de 5 % en 2001 à 2,9 % en 2011, et celle des plus âgés (65 ans et plus) a fortement progressé, passant de 4,3 % à 8,4 % au cours de la même période.

Dans le même ordre d'idées, la part des surendettés âgés de 25 à 44 ans s'est contractée de manière significative (passant de 57,8 % en 2001 à 47,7 % en 2011), alors que, dans le même temps, la part des surendettés âgés de 55 à 64 ans progressait de près de 7 points.

Une comparaison avec les données issues de l'Insee fait ressortir le caractère atypique de la structure de la pyramide des âges de la population des personnes surendettées, par rapport à celle de la population française.

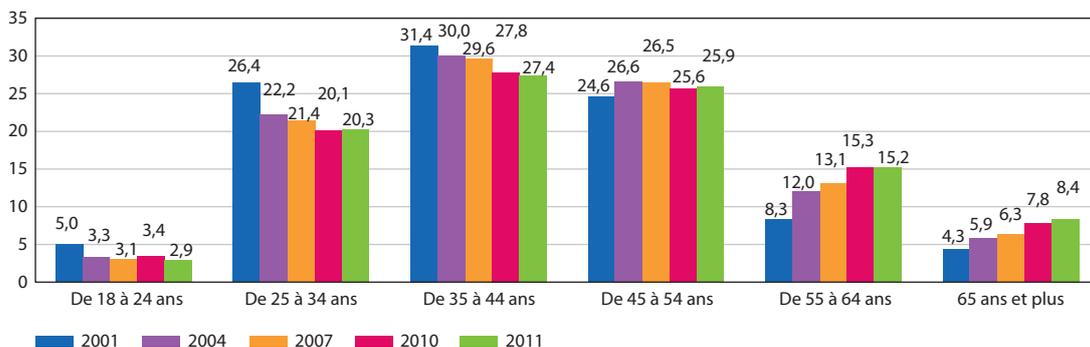
Il en ressort notamment une moindre représentation des classes d'âge extrêmes

Graphique 4
Âge des surendettés en 2011 selon l'orientation du dossier
 (en % du nombre de personnes)



Source : Banque de France

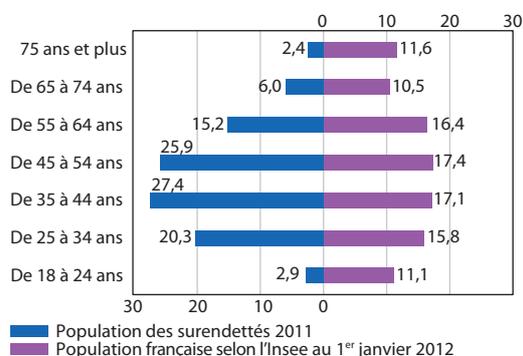
Graphique 5
Évolution de l'âge des surendettés
 (en % du nombre de personnes)



Source : Banque de France

Graphique 6
Comparaison avec la population française

(en % du nombre de personnes)



Sources : Banque de France, Insee

(18 à 24 ans et plus de 65 ans), une représentation plus marquée (de 4,5 à 10,3 points) des classes d'âge

de 25 à 54 ans et une situation relativement comparable en ce qui concerne la présence de personnes âgées de 55 à 64 ans.

1|4 Répartition hommes-femmes

Globalement, les femmes représentent 55,5 % de l'ensemble des débiteurs et codébiteurs (56 % en 2010) et cette proportion est plus marquée (61,8 %) pour les personnes orientées vers la procédure de rétablissement personnel (62,6 % en 2010).

Les femmes surendettées sont plus représentées dans les tranches d'âge extrêmes (moins de 25 ans et plus de 75 ans) quelle que soit la typologie des situations.

Tableau 5
Répartition des surendettés par tranche d'âge et par sexe

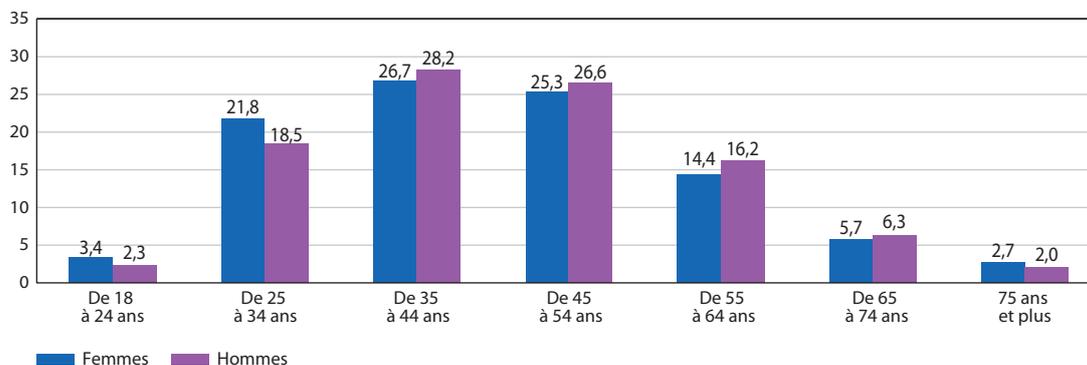
(en % du nombre de personnes)

| | Population totale | | | PRP | | | Redépôts | | |
|----------------|-------------------|--------------|-----------------|--------------|--------------|-----------------|--------------|--------------|-----------------|
| | Femmes | Hommes | Part des femmes | Femmes | Hommes | Part des femmes | Femmes | Hommes | Part des femmes |
| De 18 à 24 ans | 3,4 | 2,3 | 65,0 | 1,6 | 0,9 | 75,3 | 1,6 | 0,9 | 68,6 |
| De 25 à 34 ans | 21,8 | 18,5 | 59,5 | 18,1 | 13,4 | 68,6 | 20,3 | 16,1 | 61,9 |
| De 35 à 44 ans | 26,7 | 28,2 | 54,2 | 26,7 | 27,4 | 61,2 | 28,1 | 29,7 | 54,9 |
| De 45 à 54 ans | 25,3 | 26,6 | 54,3 | 28,2 | 29,7 | 60,6 | 27,4 | 29,0 | 54,9 |
| De 55 à 64 ans | 14,4 | 16,2 | 52,6 | 16,7 | 20,2 | 57,2 | 15,2 | 16,9 | 53,7 |
| De 65 à 74 ans | 5,7 | 6,3 | 53,2 | 5,4 | 6,4 | 57,6 | 4,9 | 5,5 | 53,6 |
| 75 ans et plus | 2,7 | 2,0 | 62,7 | 3,3 | 2,0 | 73,0 | 2,5 | 1,8 | 64,3 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 55,5 | 100,0 | 100,0 | 61,8 | 100,0 | 100,0 | 56,3 |

Lecture : En 2011, 3,4 % des femmes surendettées ont moins de 25 ans. 73 % des personnes surendettées de 75 ans et plus orientées en PRP sont des femmes.
Source : Banque de France

Graphique 7
Répartition par sexe et par tranche d'âge

(en % du nombre de personnes)



Lecture : 26,7 % des femmes surendettées ont entre 35 et 44 ans.
Source : Banque de France

2| Situation au regard du logement

Population surendettée

Les personnes surendettées demeurent très majoritairement (78,6 %) locataires de leur logement, en particulier celles qui ont été orientées vers une procédure de rétablissement personnel (89,2 %) et dans une moindre mesure celles qui redéposent un dossier de surendettement (82,9 %).

Toutefois, en 2011, la part des surendettés locataires est en diminution par rapport aux années précédentes (- 1,4 point par rapport à 2010 et - 1,1 par rapport à 2007) et s'établit à un niveau proche de celui observé en 2004 (78,2 %).

Tableau 6
Répartition des dossiers selon le statut de la résidence principale du débiteur ^{a)}

(en %)

| | 2001 | 2004 | 2007 | 2010 | 2011 |
|---------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Locataires | 75,2 | 78,2 | 79,7 | 80,0 | 78,6 |
| Propriétaires accédants | 10,1 | 6,3 | 5,1 | 4,9 | 6,1 |
| Propriétaires | 4,5 | 3,7 | 3,3 | 2,6 | 3,2 |
| Hébergés et occupants à titre gratuit | 10,2 | 9,8 | 10,3 | 11,1 | 10,8 |
| Autres | 0,0 | 2,0 | 1,6 | 1,4 | 1,3 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

a) La catégorie « Autres » comprend les personnes résidant en maisons de retraite ou spécialisées ainsi que les personnes sans domicile fixe.
Source : Banque de France

Parallèlement, la part des propriétaires accédants (6,1 %) connaît une augmentation de 1,1 point par rapport à 2010 et de près de 1,0 point par rapport à 2007, se rapprochant ainsi du niveau atteint en 2004 (6,3 %). La part des propriétaires, tout en demeurant marginale (3,2 %), enregistre également une très légère croissance (+ 0,6 %) et se situe en conséquence quasiment au niveau observé en 2007 (3,3 %).

Globalement, la part cumulée des propriétaires et des propriétaires accédants (9,3 %) demeure toutefois inférieure à celle des personnes hébergées ou occupant leur logement à titre gratuit (10,8 %).

Ces tendances qui peuvent traduire des difficultés accrues de la part des ménages accédant à la propriété sont également à rapprocher de l'évolution des pratiques des commissions de surendettement. En effet, dans le prolongement de l'orientation donnée en la matière par la loi Lagarde qui précise que « le fait d'être propriétaire de sa résidence principale ne peut être tenu comme empêchant que la situation de surendettement soit caractérisée », les commissions apprécient plus favorablement la recevabilité des dossiers dans lesquels un bien immobilier est recensé.

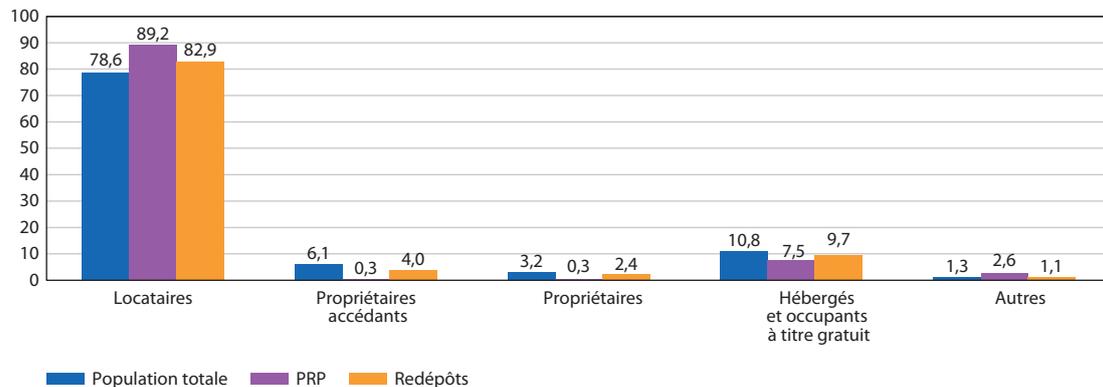
Comparaison avec la population française

La comparaison de la situation des personnes surendettées avec celle de la population française fait apparaître des différences importantes en ce qui concerne le logement.

Ainsi, notamment, la part des personnes locataires de leur logement est significativement plus élevée

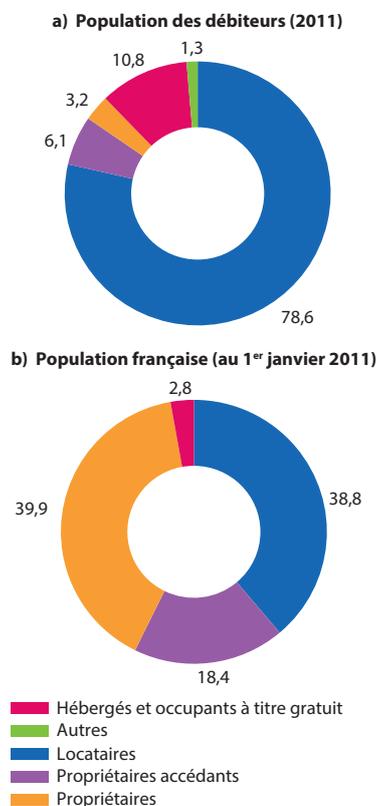
Graphique 8
Situation au regard du logement en 2011 selon l'orientation du dossier

(en % des dossiers)



Lecture : En 2011, 89,2 % des débiteurs orientés en PRP sont locataires.
Source : Banque de France

Graphique 9
Statut de la résidence principale
– comparaison avec la population française
 (en % du nombre de personnes)



Champ : France métropolitaine.
 Sources : Banque de France, Insee et SOeS, estimation annuelle du parc de logements

(78,6 %) parmi les personnes surendettées qu’au sein de la population française (38,8 %). Cette dernière se caractérise en effet par une part prédominante de propriétaires et propriétaires accédants (58,3 %) qui demeure, malgré les évolutions récentes, faiblement représentée (9,3 %) parmi les ménages surendettés.

Enfin, la part des personnes hébergées ou occupant leur logement à titre gratuit est sensiblement plus élevée parmi les personnes surendettées (10,8 % contre 2,8 % en ce qui concerne la population française).

3| Caractéristiques professionnelles

Les caractéristiques professionnelles des personnes surendettées sont analysées selon deux axes : la situation par rapport à l’emploi (cf. 3|1), qui permet notamment d’isoler la part du chômage, et la répartition par profession et catégorie socioprofessionnelle

(cf. 3|2) en fonction des nomenclatures habituellement retenues au plan national (Insee). Selon cette dernière approche, les personnes au chômage sont en principe réparties dans la catégorie socioprofessionnelle correspondant à leur dernière (ou principale) situation professionnelle tandis que les chômeurs n’ayant jamais travaillé sont recensés sous la catégorie « autres personnes sans activité professionnelle ».

3|1 Situation au regard de l’emploi

En 2011, la part des surendettés salariés en activité s’établit à 39 % ce qui traduit une augmentation de 2,3 points par rapport à 2010 (36,7 %). Cette évolution concerne principalement les salariés en contrat à durée indéterminée (+ 1,6 %), et dans une moindre mesure les salariés en contrat à durée déterminée (+ 0,4 %) ainsi que les intérimaires (+ 0,4 %).

Parallèlement, on note une légère diminution de la part des surendettés sans profession qui passe de 13 % en 2010 à 11,7 % en 2011.

Enfin, plus d’un quart des surendettés sont en situation de chômage en 2011 (25,6 %), cette situation étant assez proche de celle observée en 2010 (26 %).

Tableau 7
Situation au regard de l’emploi
 (en % du nombre de personnes surendettées)

| | 2010 | 2011 | | Total |
|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Total | Débiteurs | Co-débiteurs | |
| Salarié en CDI | 30,2 | 33,6 | 25,3 | 31,8 |
| Salarié en CDD | 4,8 | 5,0 | 5,8 | 5,2 |
| Salarié intérimaire | 1,7 | 2,3 | 1,4 | 2,1 |
| Congé Maternité | 0,3 | 0,2 | 0,6 | 0,3 |
| Artisan/ Commerçant | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Chômeur | 26,0 | 27,5 | 18,7 | 25,6 |
| Sans profession | 13,0 | 7,8 | 25,7 | 11,7 |
| Retraité | 13,0 | 13,9 | 10,2 | 13,1 |
| Étudiant | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Congé maladie longue durée | 3,7 | 3,9 | 2,5 | 3,6 |
| Congé parental | 2,0 | 1,0 | 5,4 | 2,0 |
| Invalide | 5,0 | 4,6 | 4,0 | 4,5 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Lecture : En 2011, 25,6 % de l’ensemble des surendettés sont au chômage.
 Source : Banque de France

3|2 Professions et catégories socioprofessionnelles

3|2|1 Répartition des surendettés selon les PCS et l'issue du dossier

La profession et la catégorie socioprofessionnelle (PCS) des employés (35,1 %) et, dans une moindre mesure, celle des ouvriers (24,5 %) demeurent les plus représentées

parmi les personnes surendettées, à un niveau proche toutefois, s'agissant de cette dernière catégorie, des personnes sans activité professionnelle (25,3 %).

Les situations orientées en procédure de rétablissement personnel du fait de l'ampleur des difficultés rencontrées et de l'absence de perspective de rétablissement concernent plus particulièrement les personnes sans activité, la part cumulée des PCS « inactifs ayant déjà

Tableau 8
Répartition de l'ensemble de la population des personnes surendettées ^{a)}

(en %)

| | Population totale | | PRP | | Redépôts | |
|---|-------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | 2010 | 2011 | 2010 | 2011 | 2010 | 2011 |
| Artisans, commerçants, chefs d'entreprise ^{b)} | 0,4 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Cadres, professions intellectuelles supérieures | 1,0 | 1,0 | 0,3 | 0,3 | 0,8 | 0,9 |
| Professions intermédiaires | 2,6 | 2,8 | 1,2 | 1,2 | 2,4 | 2,6 |
| Employés | 33,8 | 35,1 | 25,8 | 27,8 | 34,3 | 35,6 |
| Ouvriers | 24,1 | 24,5 | 19,2 | 20,8 | 23,8 | 24,6 |
| Inactifs ayant déjà travaillé | 10,7 | 10,9 | 12,9 | 11,5 | 9,8 | 10,3 |
| Autres personnes sans activité professionnelle | 27,5 | 25,3 | 40,2 | 38,2 | 28,6 | 25,7 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

a) L'analyse porte sur la situation des débiteurs et des codébiteurs.

b) Y compris les exploitants agricoles

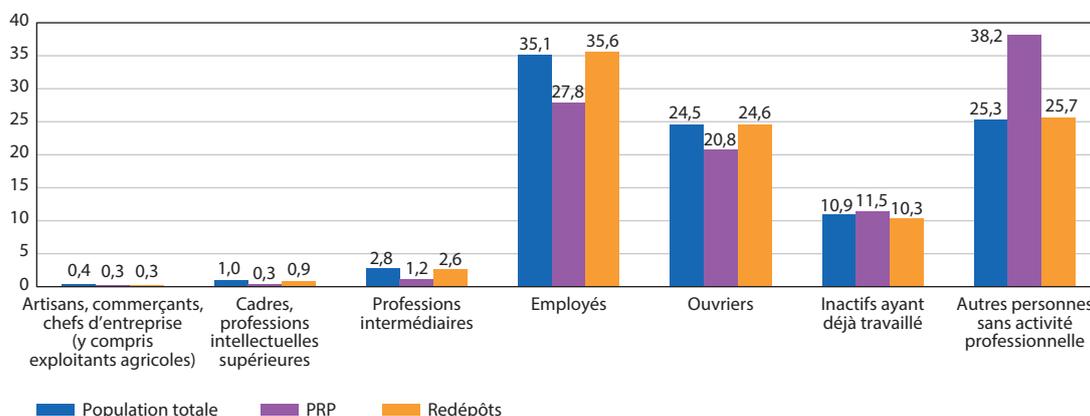
Lecture : En 2011, 35,1 % des personnes surendettées sont des employés.

Source : Banque de France

Graphique 10

Professions et catégories socioprofessionnelles des surendettés en 2011 selon l'orientation du dossier

(en %)



Source : Banque de France

travaillé » et « autres personnes sans activité professionnelle » représentant 49,6 % des cas.

Les principales évolutions par rapport à 2010 portent sur la diminution (de 27,5 % à 25,3 %) de la part des personnes sans activité professionnelle et de l'augmentation de celle des employés (de 33,8 % à 35,1 %). Cette tendance est également observée dans le cas des dossiers en procédure de rétablissement personnel, ces deux catégories passant respectivement de 40,2 % à 38,2 % et de 25,8 % à 27,8 %.

3|2|2 Répartition des surendettés selon les PCS et le sexe

Population surendettée

Parmi les surendettés, les femmes sont davantage représentées au sein des catégories socioprofessionnelles des employés (69,5 % en 2011, comme en 2010) et des autres personnes sans activité professionnelle (68,1 % en 2011, après 68,6 % en 2010).

Tableau 9
Répartition des surendettés selon les professions et les catégories socioprofessionnelles et le sexe

(en %)

| | 2010 | | | | 2011 | | | |
|---|--------------|--------------|--------------|-----------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Part des femmes | Hommes | Femmes | Total | Part des femmes |
| Artisans, commerçants, chefs d'entreprise ^{a)} | 0,7 | 0,2 | 0,4 | 31,1 | 0,6 | 0,2 | 0,4 | 31,3 |
| Cadres, professions intellectuelles supérieures | 1,5 | 0,6 | 1,0 | 33,7 | 1,5 | 0,6 | 1,0 | 32,6 |
| Professions intermédiaires | 2,7 | 2,4 | 2,6 | 53,1 | 2,9 | 2,7 | 2,8 | 53,6 |
| Employés | 23,4 | 42,0 | 33,8 | 69,5 | 24,1 | 44,0 | 35,1 | 69,5 |
| Ouvriers | 41,4 | 10,4 | 24,1 | 24,1 | 41,7 | 10,8 | 24,5 | 24,4 |
| Inactifs ayant déjà travaillé | 10,7 | 10,7 | 10,7 | 56,0 | 11,1 | 10,7 | 10,9 | 54,7 |
| Autres personnes sans activité professionnelle | 19,6 | 33,7 | 27,5 | 68,6 | 18,1 | 31,0 | 25,3 | 68,1 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 56,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 55,5 |

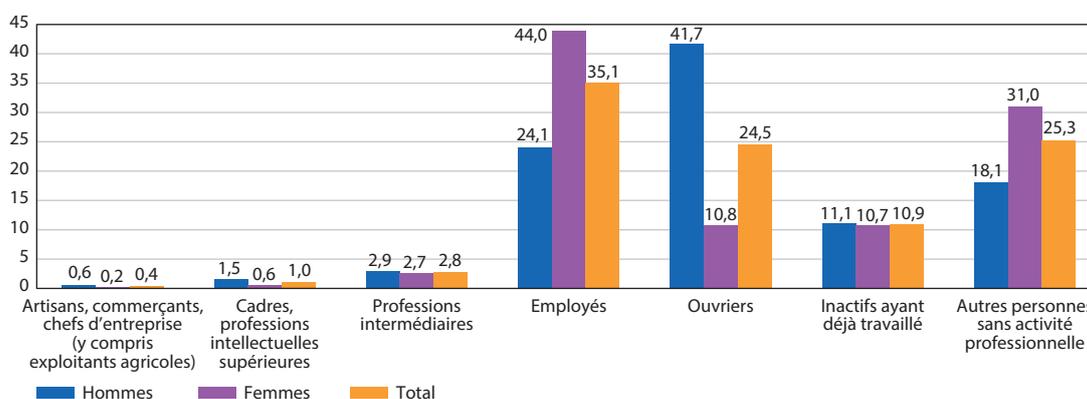
a) Y compris les exploitants agricoles

Lecture : En 2011, 69,5 % des employés surendettés sont des femmes ; 11,1 % des hommes surendettés sont des inactifs ayant déjà travaillé.

Source : Banque de France

Graphique 11
Répartition de l'ensemble des surendettés selon le sexe, les professions et les catégories socioprofessionnelles en 2011

(en %)

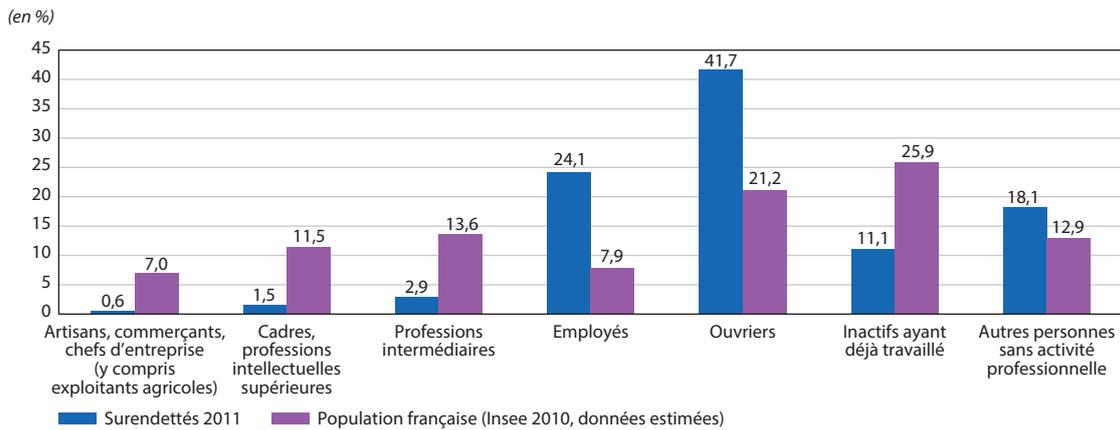


Source : Banque de France

Comparaison avec la population française

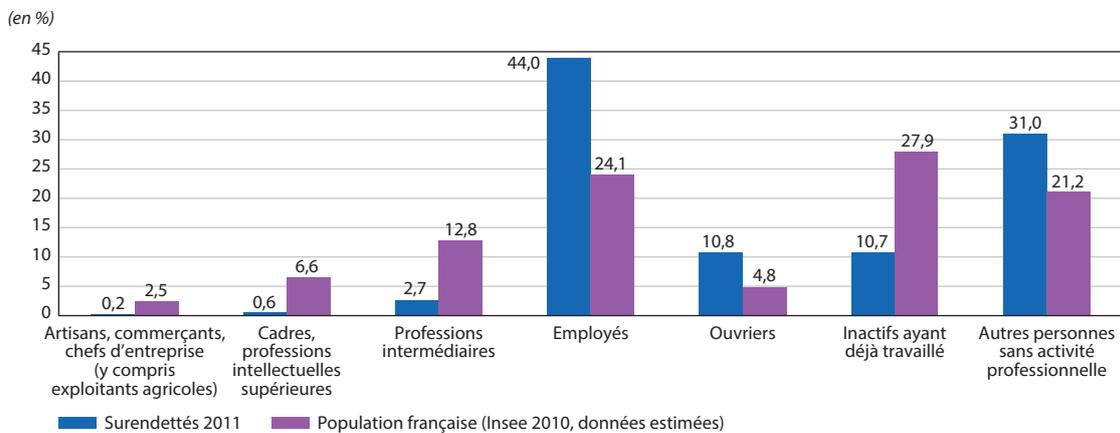
Les comparaisons ci-après reflètent les caractéristiques socioprofessionnelles des ménages surendettés :

Graphique 12
Répartition des hommes selon les PCS (comparaison population française-surendettés)



Champ : Population des ménages de 15 ans ou plus, vivant en France métropolitaine ; résultats en moyenne annuelle
Sources : Banque de France, Insee, enquêtes Emploi (1^{er} au 4^e trimestre)

Graphique 13
Répartition des femmes selon les PCS (comparaison population française-surendettées)



Champ : Population des ménages de 15 ans ou plus, vivant en France métropolitaine ; résultats en moyenne annuelle
Sources : Banque de France, Insee, enquêtes Emploi (1^{er} au 4^e trimestre)

Ressources et capacités de remboursement

1 | Niveau des ressources

1.1 | Ressources par dossier de surendettement

En 2011, la répartition des dossiers de surendettement par tranche de revenus connaît quelques inflexions par rapport à 2010.

78,5 % des ménages surendettés perçoivent en 2011 des ressources mensuelles inférieures ou égales à 2 000 euros (83,1 % en 2010) et cette proportion atteint 94,5 % pour les personnes orientées vers la procédure de rétablissement personnel (97,1 % en 2010).

Par ailleurs, 48,7 % des ménages surendettés ont des ressources inférieures ou égales au SMIC (54,2 % en 2010), cette proportion atteignant 71,3 % des cas pour les dossiers en PRP.

Pour 10,7 % des ménages surendettés (12 % en 2010), les ressources sont inférieures ou égales

au RSA socle pour deux personnes, cette situation concernant 15,9 % des dossiers orientés en PRP.

L'analyse du niveau des ressources des personnes surendettées au cours des dix dernières années fait apparaître deux phases d'évolution caractérisées par :

- de 2001 à 2007, une augmentation de 12,7 points de la part de la tranche de revenus strictement supérieure au RMI et inférieure ou égale au SMIC et, parallèlement, une diminution de 13,1 points de la part de la tranche de revenus strictement supérieure au SMIC, accompagnées d'une certaine stabilité de la part des revenus inférieurs ou égaux au RMI ;

- depuis 2007, une diminution de 11,8 points de la part de la tranche de revenus strictement supérieure au RMI/RSA et inférieure ou égale au SMIC, et parallèlement, une augmentation de 6,6 points de la part des revenus strictement supérieurs au SMIC et de 5,2 points de la part des revenus inférieurs ou égaux au RSA.

Sont pris en compte tous les types de ressources du débiteur et du codébiteur (allocation chômage, allocation logement/APL, salaire, prestations familiales, congé parental d'éducation, pension alimentaire reçue/prestation compensatoire, retraite/autres pensions, pension d'invalidité, minima sociaux, allocation adulte handicapé, rente accident du travail, indemnités journalières, revenus patrimoniaux, autres ressources, contribution aux charges par des personnes non signataires du dossier).

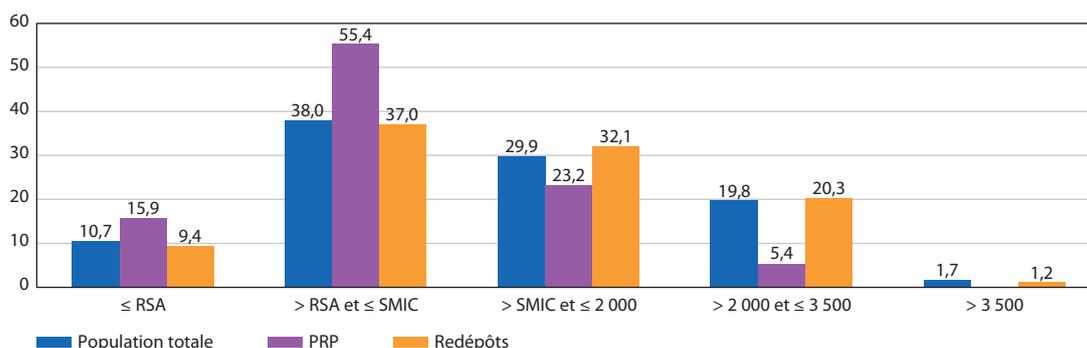
Les calculs sur l'année 2011 ont été faits sur la base du RSA socle 2011 pour un couple sans enfant (700,49 euros) et du SMIC 2011 pour le montant en vigueur du 1^{er} janvier au 1^{er} novembre 2011 (1 365 euros).

Pour 2010, la répartition a été calculée à partir des données du RSA socle 2010 pour un couple sans enfant (690 euros) et du SMIC 2010 (1 344 euros).

Graphique 14

Répartition des dossiers par tranche de ressources et nature du dossier en 2011

(en %, en euros)

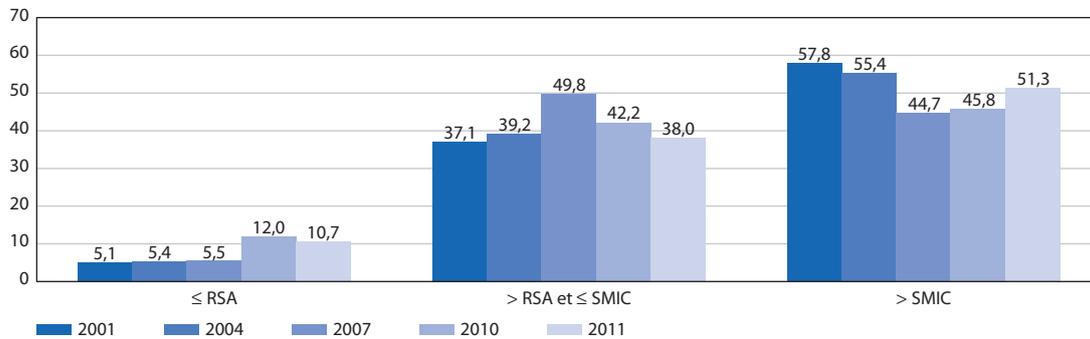


Lecture : En 2011, 10,7 % des ménages surendettés disposent de ressources inférieures ou égales au RSA.

Source : Banque de France

Graphique 15
Évolution du niveau des ressources de 2001 à 2011

(en % des dossiers)



Bases de calcul : RMI pour une personne seule pour les années 2001, 2004 et 2007, RSA socle pour un couple sans enfant en 2010 et 2011 et montant du SMIC de chacune des années concernées.

Source : Banque de France

1|2 Ressources selon la composition des ménages surendettés

Même si les ressources sont globalement plus importantes pour les familles les plus nombreuses, les ressources par personne sont plus faibles pour ces ménages que pour ceux composés d'une ou deux personnes.

Ainsi, dans le cas d'un ménage de six personnes, les ressources par personne composant le ménage sont en 2011 de 385 euros, ce qui correspond à un niveau trois fois moins élevé que dans le cas d'un ménage composé d'une seule personne.

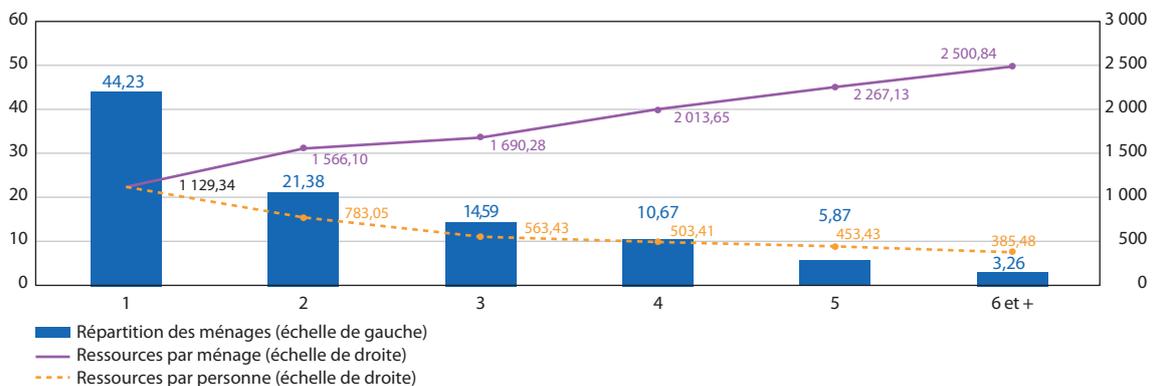
La composition du ménage comprend l'ensemble des personnes bénéficiant de la procédure de surendettement (débiteurs, codébiteurs, personnes à charge).

Les ressources par ménage de n personnes sont obtenues en divisant le montant total des ressources des dossiers composés de n personnes par le nombre de dossiers correspondant.

Le montant des ressources par personne est calculé en divisant le montant précédemment obtenu par le nombre de personnes composant le foyer.

Graphique 16
Ressources moyennes par ménage et par personne et répartition des ménages selon la composition du foyer

(en % des ménages et selon la composition du foyer)



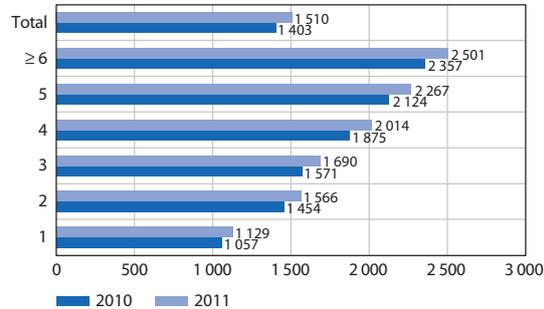
Lecture : En 2011, les ressources moyennes mensuelles d'un ménage composé de cinq personnes s'élèvent à 2 267,13 euros, ce qui correspond à une ressource moyenne de 453,4 euros par personne.

Source : Banque de France

Graphiques 17 et 18

Évolution des ressources mensuelles moyennes par ménage

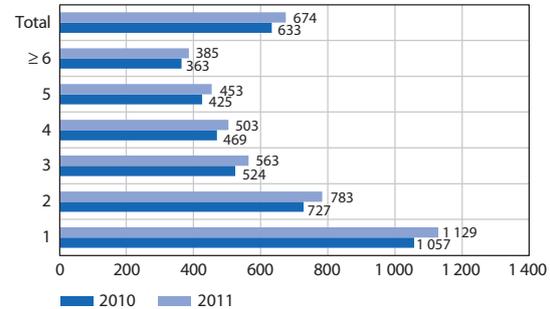
(selon la composition du ménage et en euros)



Source : Banque de France

Évolution des ressources mensuelles moyennes par personne

(selon la composition du ménage et en euros)



Source : Banque de France

1|3 Répartition des dossiers par montant et par composition du ménage

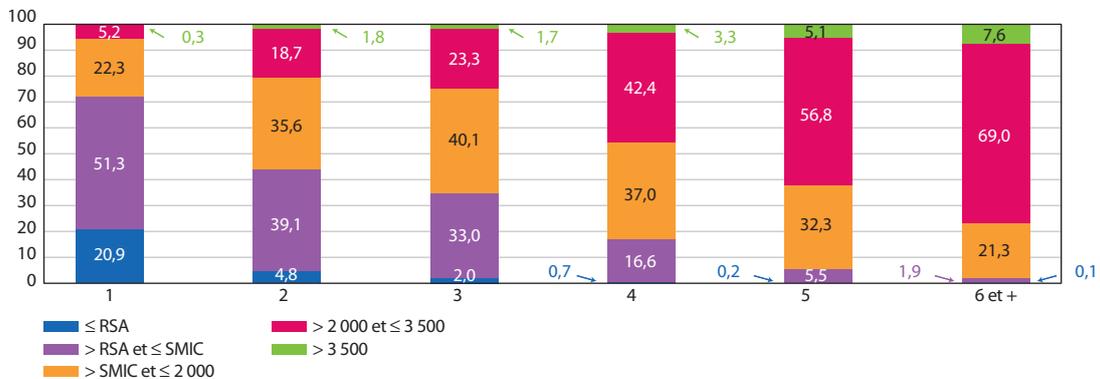
Les ménages composés d'une à deux personnes disposent majoritairement de ressources d'un

montant compris entre le RSA et le SMIC (respectivement 51,3 % et 39,1 %). En ce qui concerne les ménages de quatre personnes et plus, la tranche majoritaire des ressources (42,4 %) est celle comprise entre 2 000 et 3 500 euros.

Graphique 19

Répartition des dossiers par tranche de ressources et selon la composition du ménage

(en % et selon la composition du ménage)



Source : Banque de France

Tableau 10

Répartition des dossiers par tranche de ressources et selon la composition du ménage^{a)}

(en %)

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 et + | Total |
|--------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| ≤ RSA | 20,9 | 4,8 | 2,0 | 0,7 | 0,2 | 0,1 | 10,7 |
| > RSA et ≤ SMIC | 51,3 | 39,1 | 33,0 | 16,6 | 5,5 | 1,9 | 38,0 |
| > SMIC et ≤ 2 000 euros | 22,3 | 35,6 | 40,1 | 37,0 | 32,3 | 21,3 | 29,9 |
| > 2 000 euros et < 3 500 euros | 5,2 | 18,7 | 23,3 | 42,4 | 56,8 | 69,0 | 19,8 |
| > 3 500 euros | 0,3 | 1,8 | 1,7 | 3,3 | 5,1 | 7,6 | 1,7 |
| Total | 100,0 |

a) RSA socle 2011 pour un couple sans enfant (700,49 euros) et SMIC du 1^{er} janvier 2011 au 1^{er} novembre 2011 (1 365 euros).

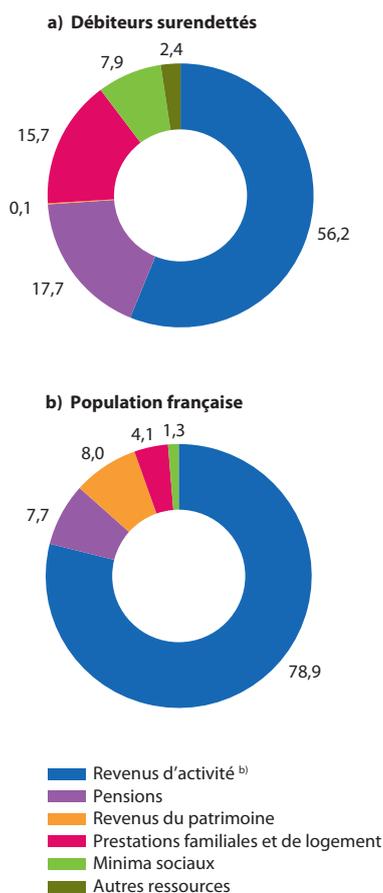
Lecture : En 2011, 35,6 % des ménages surendettés composés de deux personnes ont des ressources comprises entre le SMIC et 2 000 euros.

Source : Banque de France

2| Structure des ressources

2|1 Répartition du montant des ressources par nature : comparaison avec la population française

Graphique 20
Répartition du montant des ressources par nature^{a)} : comparaison avec la population française (en %)



a) Définitions :

- Revenus d'activité : salaires, indemnités journalières et allocations chômage, rentes d'accident du travail
- Pensions : pensions alimentaires, prestations compensatoires, pensions d'invalidité et de retraite
- Prestations familiales et de logement : allocations logement, congé parental d'éducation et prestations familiales
- Minima sociaux : RSA, allocations adulte handicapé, allocations parent isolé, allocations de solidarité spécifique pour les chômeurs de très longue durée, minimum vieillesse.

Lecture : En 2011, les minima sociaux représentent en valeur 7,9 % des ressources des surendettés.

Sources : Banque de France, Insee

Une comparaison de la répartition par nature des ressources des personnes surendettées et de la population française est réalisée ci-après. Toutefois, le champ couvert par ces deux enquêtes n'est pas strictement identique. En effet, l'enquête Insee ne porte pas sur les ménages dont la personne de référence est âgée de plus de 65 ans et dont le revenu est positif ou nul alors que la population des surendettés comprend environ 8 % de personnes âgées de plus de 65 ans. Sans remettre en cause la pertinence d'ensemble des enseignements dégagés, cette différence peut conduire à nuancer les constats.

Dans le cadre de cette analyse, les données sont limitées aux ressources des débiteurs afin de faciliter les comparaisons avec celles de l'enquête Insee, basée sur la personne de référence.

Alors que les revenus d'activité constituent 78,9 % des revenus de la population française, cette part s'élève à 56,2 % pour les ménages surendettés. Les prestations familiales représentent 15,7 % du montant des ressources des surendettés contre seulement 4,1 % pour l'ensemble des français.

Par ailleurs, 17,7 % du montant des ressources des surendettés est constitué de pensions contre seulement 7,7 % pour celles de la population française dans son ensemble.

2|2 Ressources principales des personnes surendettées

En 2011, 59,6 % des ressources principales au sein des dossiers recevables sont constituées de revenus d'activité (57,8 % en 2010) ; cette proportion tombe à 40,3 % (38,2 % en 2010) pour les dossiers orientés en PRP.

Les minima sociaux sont la ressource principale des personnes surendettées dans 15,1 % des cas (15,9 % en 2010) et dans 27,1 % (25,8 % en 2010) des situations orientées en PRP.

Tableau 11
Répartition des ressources principales des surendettés ^{a)}

(en %)

| Nature des ressources | 2010 | 2011 | | |
|--|-------------------|-------------------|--------------|-------------|
| | Population totale | Population totale | Dossiers PRP | Redépôts |
| Revenus d'activité | 57,8 | 59,6 | 40,3 | 60,7 |
| Salaire | 39,0 | 41,5 | 23,5 | 42,0 |
| Rente d'accident du travail | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Allocation chômage | 15,5 | 14,9 | 13,3 | 15,2 |
| Indemnités journalières | 3,1 | 3,1 | 3,4 | 3,4 |
| Pensions | 17,7 | 17,0 | 20,6 | 16,8 |
| Pension alimentaire reçue | 0,3 | 0,2 | 0,3 | 0,2 |
| Pension d'invalidité | 3,0 | 2,5 | 4,9 | 2,8 |
| Retraite / Autres pensions | 14,5 | 14,2 | 15,4 | 13,8 |
| Prestations familiales et de logement | 6,8 | 5,7 | 9,9 | 5,7 |
| Prestations familiales | 4,7 | 3,5 | 6,6 | 3,8 |
| Allocation logement / APL | 1,7 | 1,8 | 3,0 | 1,6 |
| Congé parental d'éducation | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Minima sociaux | 15,9 | 15,4 | 27,1 | 14,6 |
| Allocation adulte handicapé | 2,8 | 2,5 | 5,2 | 2,3 |
| Autres | 13,1 | 12,9 | 21,8 | 12,3 |
| Autres ressources | 0,7 | 1,3 | 1,4 | 1,6 |
| Revenus du patrimoine | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,0 |
| Absence de ressources | 1,1 | 1,0 | 0,7 | 0,6 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 |

a) Les ressources prises en compte sont celles du débiteur et du codébiteur.

La ressource principale est définie comme la ressource ayant le montant maximal au sein du dossier, qu'elle provienne du débiteur ou du codébiteur.

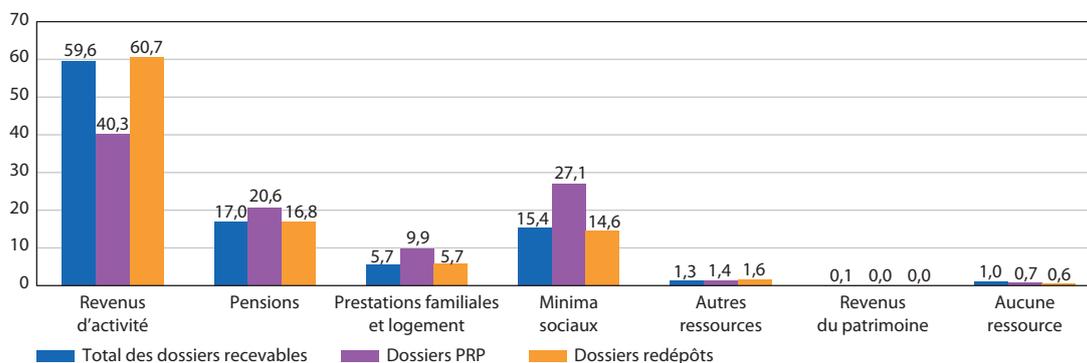
La répartition des ressources principales par nature est calculée en pourcentage du nombre de ressources principales et non relativement au nombre de dossiers, car dans ce cas le total serait supérieur à 100 %.

Lecture : En 2011, 14,9% des ressources principales sont des allocations chômage.

Source : Banque de France

Graphique 21
Répartition des ressources principales des surendettés selon leur nature et le type de dossier

(en % des ressources principales)



Lecture : En 2011, 15,4 % des ressources principales au sein des dossiers recevables sont des minima sociaux.

Source : Banque de France

3| Autres ressources : patrimoine immobilier et épargne

3|1 Patrimoine immobilier des personnes surendettées

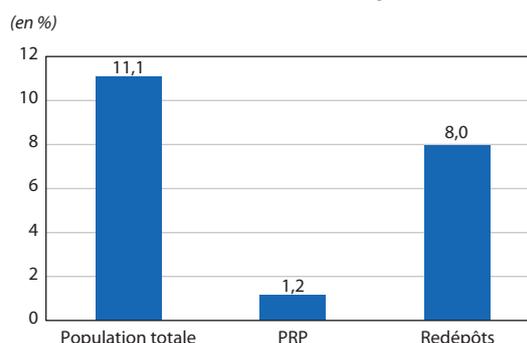
En 2011, la part des dossiers dans lesquels un bien immobilier a été recensé s'établit à 11,1 %, en augmentation par rapport à 2010 (8,9 %). Cette évolution, qui peut traduire une inflexion de la typologie du surendettement, doit également être analysée au regard de l'évolution des pratiques des commissions de surendettement qui, conformément aux dispositions de la loi Lagarde, apprécient plus largement la recevabilité des dossiers dans lesquels le débiteur est propriétaire.

Dans près de la moitié des dossiers concernés (50,3 % pour l'ensemble de la population surendettée et

47,4 % pour les redépôts de dossiers), la valeur de ce bien est comprise entre 100 000 et 200 000 euros.

Dans les situations très marginales (1,2 % des dossiers) où des personnes surendettées orientées

Graphique 22
Part des dossiers contenant au moins un patrimoine déclaré



Source : Banque de France

Tableau 12
Évaluation du patrimoine immobilier des surendettés propriétaires a)

(en % du nombre de dossiers pour lesquels un bien immobilier est déclaré)

| | 2010 | | | 2011 | | |
|-----------------------------------|-------------------|------------|------------|-------------------|------------|------------|
| | Population totale | PRP | Redépôts | Population totale | PRP | Redépôts |
| ≤ 100 000 euros | 27,1 | 68,5 | 32,5 | 29,4 | 61,4 | 35,5 |
| >100 000 euros et ≤ 200 000 euros | 50,6 | 25,2 | 48,9 | 50,3 | 28,3 | 47,4 |
| >200 000 euros et ≤ 300 000 euros | 16,2 | 5,4 | 14,8 | 15,0 | 7,1 | 13,0 |
| >300 000 euros et ≤ 400 000 euros | 3,9 | 0,5 | 2,6 | 3,4 | 1,7 | 3,0 |
| >400 000 euros | 2,2 | 0,5 | 1,3 | 1,9 | 1,5 | 1,1 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

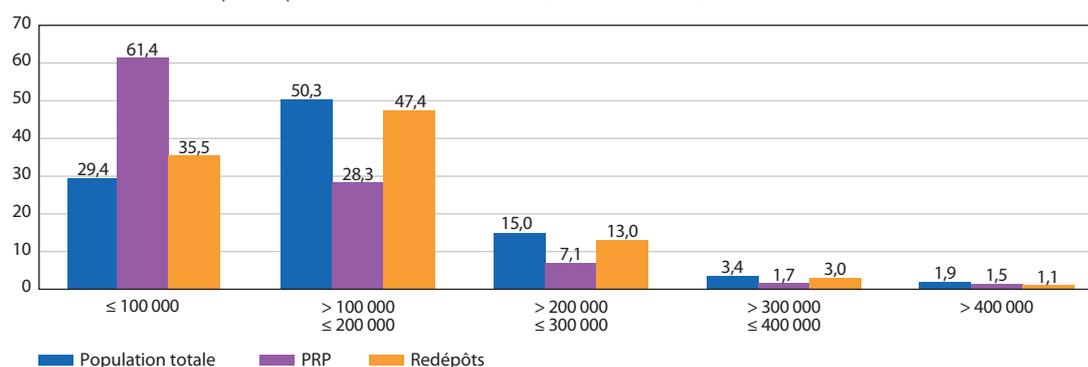
a) La base d'étude pour la répartition du patrimoine immobilier est de 22 473 dossiers pour lesquels au moins un bien immobilier a été déclaré au sein du dossier. Ce chiffre diffère des situations dans lesquelles le débiteur est propriétaire ou propriétaire accédant de sa résidence principale (18 790 dossiers) car le bien immobilier recensé peut dans certains cas appartenir au codébiteur et non au débiteur, voire dans des cas peu fréquents ne pas constituer la résidence principale.

Lecture : 50,3 % des surendettés propriétaires possèdent un bien immobilier dont la valeur se situe entre 100 000 euros et 200 000 euros.

Source : Banque de France

Graphique 23
Évaluation du patrimoine immobilier des surendettés en 2011

(en % du nombre de dossiers pour lesquels un bien immobilier est déclaré ; montants en euros)



Source : Banque de France

en procédure de rétablissement personnel possèdent un bien immobilier, la valeur de celui-ci est le plus souvent (61,4 % des cas) inférieure à 100 000 euros.

à un niveau inférieur à 2 % pour les dossiers en procédure de rétablissement personnel soit en léger retrait par rapport à 2011 (2,9 %). Le montant de cette épargne est inférieur ou égal à 1 500 euros dans 45,8 % des dossiers recevables (54,7 % en 2010) et dans 60,3 % des dossiers orientés en PRP (73,4 % en 2010).

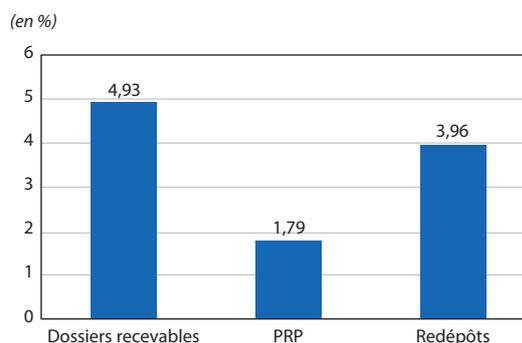
3|2 Épargne des personnes surendettées

Le champ d'étude est de 10 002 dossiers pour lesquels au moins un type d'épargne a été recensé.

Les calculs de répartition de l'épargne au sein des tranches de ressources ont été effectués en % du nombre total de dossiers contenant de l'épargne et selon la nature du dossier (recevable, PRP, redépôt).

La proportion de situations dans lesquelles les personnes surendettées disposent d'épargne reste limitée à moins de 5 % (4,8 % en 2010) de l'ensemble des dossiers recevables. Elle s'établit

Graphique 24
Part des dossiers contenant de l'épargne



Source : Banque de France

Tableau 13
Évaluation de l'épargne des surendettés

(en nombre de dossiers)

| | 2010 | | | 2011 | | |
|-----------------------------------|---------------------|--------------|--------------|---------------------|--------------|--------------|
| | Dossiers recevables | PRP | Redépôts | Dossiers recevables | PRP | Redépôts |
| Inférieure ou égale à 1 500 euros | 4 671 | 901 | 1 520 | 4 585 | 622 | 1 453 |
| > 1 500 euros et ≤ 7 600 euros | 3 216 | 298 | 1 074 | 4 350 | 352 | 1 339 |
| Supérieure à 7600 euros | 653 | 29 | 224 | 1 067 | 58 | 369 |
| Total | 8 540 | 1 228 | 2 818 | 10 002 | 1 032 | 3 161 |

Lecture : Le montant de l'épargne déclarée est supérieur à 7 600 euros pour 1 067 dossiers parmi les 10 002 dossiers où une épargne est déclarée.

Source : Banque de France

Tableau 14
Répartition des dossiers par niveau d'épargne

(en %)

| | 2010 | | | 2011 | | |
|-----------------------------------|---------------------|------------|------------|---------------------|------------|------------|
| | Dossiers recevables | PRP | Redépôts | Dossiers recevables | PRP | Redépôts |
| Inférieure ou égale à 1 500 euros | 54,7 | 73,4 | 53,9 | 45,8 | 60,3 | 46,0 |
| > 1 500 euros et ≤ 7 600 euros | 38 | 24,3 | 38,1 | 43,5 | 34,1 | 42,4 |
| Supérieure à 7600 euros | 8 | 2,4 | 7,9 | 10,7 | 5,6 | 11,7 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Lecture : L'épargne est inférieure ou égale à 1 500 euros pour 45,8 % des dossiers où une épargne est déclarée.

Source : Banque de France

4) Capacités de remboursement

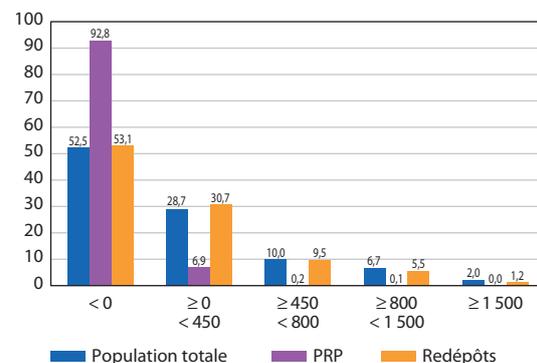
En 2011, la part des situations de surendettement caractérisées par une capacité de remboursement strictement inférieure à zéro s'est établie à 52,5 %, confirmant ainsi, malgré une légère diminution par rapport à 2011 (55,8 %), la tendance observée depuis 2001.

Les évolutions les plus récentes consistent en une légère augmentation de la part des dossiers assortis d'une capacité de remboursement comprise entre 450 et 800 euros (de 8,8 % en 2010 à 10 % en 2011) et de ceux dont la capacité de remboursement se situe entre 800 et 1 500 euros (de 5,5 % à 6,7 %).

S'agissant des situations considérées comme irrémédiablement compromises et orientées de ce fait en procédure de rétablissement personnel,

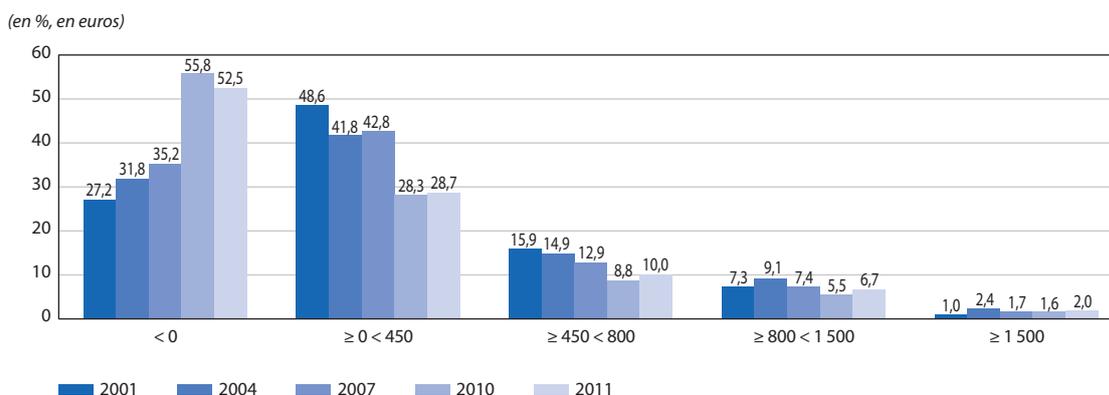
les capacités de remboursement sont généralement inexistantes (93 %) ou très faibles (7 %).

Graphique 25
Répartition des dossiers selon la capacité de remboursement et la nature des dossiers (en 2011)
(en %, en euros)



Lecture : En 2011, 28,7 % des dossiers recevables disposent d'une capacité de remboursement comprise entre 0 et 450 euros.
Source : Banque de France

Graphique 26
Évolution de la répartition des dossiers selon la capacité de remboursement
(en %, en euros)



Source : Banque de France

Tableau 15
Évolution de la répartition des dossiers selon la capacité de remboursement et la nature des dossiers
(population totale en % du nombre de dossiers)

| | 2001 | 2004 | 2007 | 2010 | 2011 | | |
|------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------------|--------------|--------------|
| | | | | | Population totale | PRP | Redépôts |
| < 0 | 27,2 | 31,8 | 35,2 | 55,8 | 52,5 | 92,8 | 53,1 |
| ≥ 0 et < 450 euros | 48,6 | 41,8 | 42,8 | 28,3 | 28,7 | 6,9 | 30,7 |
| ≥ 450 euros et < 800 euros | 15,9 | 14,9 | 12,9 | 8,8 | 10,0 | 0,2 | 9,5 |
| ≥ 800 euros et < 1 500 euros | 7,3 | 9,1 | 7,4 | 5,5 | 6,7 | 0,1 | 5,5 |
| ≥ 1 500 euros | 1,0 | 2,4 | 1,7 | 1,6 | 2,0 | 0,0 | 1,2 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Lecture : En 2011, 5,5 % des dossiers se caractérisent par une capacité de remboursement comprise entre 800 euros et 1 500 euros.
Source : Banque de France

Niveau, typologie et évolution de l'endettement

1 | Structure globale de l'endettement

Les principales caractéristiques d'endettement relatives à l'analyse typologique portant sur les dossiers déclarés recevables par les commissions de surendettement en 2011 sont mises en perspective avec les données plus récentes issues du baromètre trimestriel du surendettement élaboré par la Banque de France afin d'approfondir la mesure des évolutions.

Le tableau 16 apporte une vue d'ensemble des principales composantes de l'endettement des ménages. L'ensemble des données détaillées figure dans les tableaux présentés en annexe 3.

La structure de l'endettement des ménages surendettés reflète les difficultés de solvabilité et de trésorerie auxquelles ceux-ci sont confrontés. Celles-ci se traduisent notamment par un recours aux dettes à la consommation, présentes dans 89,5 % des dossiers, à hauteur de 4,8 dettes et pour un endettement de 23 927 euros en moyenne par dossier, afin d'essayer de couvrir le paiement de charges courantes, dont les arriérés sont présents dans 75,6 % des dossiers, à hauteur de 3,7 dettes et pour un endettement de 4 446 euros en moyenne par dossier.

Le niveau d'endettement observé en moyenne pour l'ensemble des dossiers recevables s'établit à 36 801 euros en 2011, ce qui le situe à un niveau proche de celui enregistré au troisième trimestre 2012 (37 000 euros selon le baromètre trimestriel de la Banque de France).

On observe ainsi, par rapport à 2010, une augmentation de 2 345 euros de l'endettement moyen par dossier recevable, étant précisé que 9,1 dettes en moyenne sont recensées par dossier.

Cette tendance est également observée dans le cas des dossiers orientés en PRP, quoique dans des proportions moins marquées, l'endettement moyen par dossier passant alors de 19 837 à 20 575 euros, avec un nombre moyen de 8,2 dettes par dossier.

Parallèlement, le nombre moyen de dettes par dossier s'est légèrement infléchi, de 9,9 à 9,1 (9,2 au troisième trimestre 2012) pour l'ensemble des dossiers recevables et de 8,7 à 8,2 dans le cas des dossiers en PRP.

L'endettement global qui représente 7 464 millions d'euros se compose pour 82,9 % de dettes financières, pour 9,1 % de dettes de charges courantes et pour 7,9 % d'autres dettes. L'endettement global des personnes en PRP atteint 1 186 millions d'euros et se caractérise par une prédominance

Tableau 16
Structure des dettes par grandes catégories

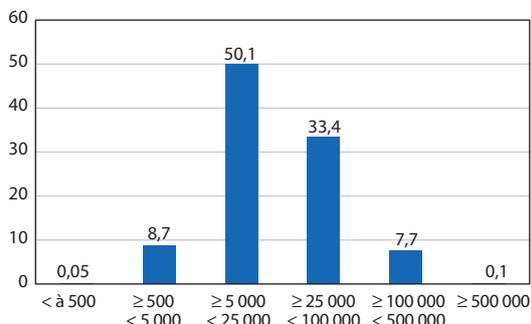
(endettement en euros, part en % et nombre moyen de dettes en unités)

| | Endettement moyen | | Part des dossiers concernés | | Nombre moyen de dettes par dossier | |
|------------------------------------|-------------------|--------|-----------------------------|------|------------------------------------|------|
| | 2010 | 2011 | 2010 | 2011 | 2010 | 2011 |
| Dettes financières | | | | | | |
| Dossiers recevables | 30 171 | 32 345 | 95,0 | 94,4 | 5,8 | 5,5 |
| Dossiers PRP | 15 192 | 15 972 | 92,1 | 90,6 | 4,4 | 4,2 |
| Dettes de charges courantes | | | | | | |
| Dossiers recevables | 4 137 | 4 446 | 76,4 | 75,6 | 3,9 | 3,7 |
| Dossiers PRP | 4 091 | 4 538 | 76,9 | 78,4 | 3,9 | 3,9 |
| Autres dettes | | | | | | |
| Dossiers recevables | 4 909 | 5 795 | 53,6 | 50,4 | 2,6 | 2,3 |
| Dossiers PRP | 4 662 | 4 705 | 57,9 | 54,3 | 2,9 | 2,4 |
| Endettement global | | | | | | |
| Dossiers recevables | 34 456 | 36 801 | 100 | 100 | 9,9 | 9,1 |
| Dossiers PRP | 19 837 | 20 575 | 100 | 100 | 8,7 | 8,2 |

Source : Banque de France

Graphique 27
Répartition des dossiers recevables
selon le montant total des dettes

(répartition en %, montants en euros)



Source : Banque de France

moins marquée que pour l'ensemble des dossiers recevables, de l'endettement financier (70,3 % de l'endettement global) et par un poids plus important de l'endettement au titre des charges courantes (17,3 %) et des autres dettes (12,4 %).

Une analyse en termes de répartition de l'endettement fait ressortir que l'endettement est inférieur à 5 000 euros dans 8,8 % des dossiers. Il est compris entre 5 000 et 25 000 euros dans 50,1 % des cas. Entre 25 000 et 100 000 euros dans 33,4 % des cas. Dans 7,8 % des dossiers, il est supérieur à 100 000 euros.

Tableau 17
Ventilation de l'endettement financier – dossiers recevables

(part en %, endettement en euros et nombre moyen de dettes en unités)

| | Part dans l'endettement global | | Endettement moyen | | Part des dossiers concernés | | Nombre moyen de dettes par dossier | |
|---|--------------------------------|-------------|--------------------|---------------|-----------------------------|-------------|------------------------------------|------------|
| | 2010 | 2011 | 2010 ^{a)} | 2011 | 2010 | 2011 | 2010 | 2011 |
| Dettes financières | 83,2 | 82,9 | 30 171 | 32 345 | 95,0 | 94,4 | 5,8 | 5,5 |
| Dettes immobilières | 18,8 | 22,6 | 89 142 | 95 252 | 7,2 | 8,7 | 1,8 | 1,8 |
| Prêts immobiliers | 18,5 | 21,6 | 89 926 | 98 318 | 7,1 | 8,1 | 1,7 | 1,7 |
| Arriérés | 0,3 | 0,3 | 11 395 | 11 779 | 0,8 | 0,8 | 1,3 | 1,3 |
| Solde après vente résidence principale | NC | 0,7 | NC | 42 304 | NC | 0,6 | NC | 1,2 |
| Dettes à la consommation | 62,3 | 58,2 | 23 670 | 23 927 | 90,6 | 89,5 | 5,1 | 4,8 |
| Crédits renouvelables | 40,1 | 34,6 | 16 879 | 16 330 | 82,0 | 77,9 | 4,2 | 4,1 |
| Prêts personnels | 20,8 | 22,7 | 14 543 | 17 721 | 49,4 | 47,1 | 2,3 | 2,4 |
| Crédits affectés/LOA | 1,3 | 1,0 | 9 440 | 10 985 | 4,7 | 3,2 | 1,3 | 1,4 |
| Microcrédits et prêts sur gage | NC | 0,1 | NC | 5 420 | NC | 0,4 | NC | 1,5 |
| Autres dettes bancaires (découverts et dépassements) | 2,2 | 2,1 | 1 304 | 1 363 | 57,5 | 55,9 | 1,3 | 1,3 |

a) L'endettement moyen porte sur les dossiers recevables du 1^{er} janvier au 31 octobre 2010, soit une période de référence de dix mois.

Source : Banque de France

2| Typologie et évolution de l'endettement financier

En 2011, les dettes financières sont présentes dans 94,4 % des dossiers (90,6 % des dossiers en PRP), à hauteur de 5,5 dettes en moyenne (4,2 en PRP) pour un endettement moyen par dossier qui s'établit à 32 345 euros (15 972 euros en PRP).

Ces données traduisent une progression du poids global de l'endettement de nature financière dans les situations de surendettement et un léger infléchissement du nombre de dettes concernées par dossier. Cette évolution est essentiellement imputable à la progression de l'endettement immobilier dont les montants naturellement plus élevés expliquent l'augmentation de l'encours moyen.

Ainsi, en 2011, l'encours moyen de dettes financières par dossier a crû de 2 174 euros par rapport à 2010 et se situe à un niveau proche de celui observé à la fin du troisième trimestre 2012 (32 200 euros) pour l'ensemble des dossiers recevables. En ce qui concerne les dossiers en PRP, cette augmentation est plus limitée, proche de 800 euros.

Tableau 18

Ventilation de l'endettement financier – dossiers en PRP

(part en %, endettement en euros et nombre moyen de dettes en unités)

| | Part dans l'endettement global | | Endettement moyen | | Part des dossiers concernés | | Nombre moyen de dettes par dossier | |
|---|--------------------------------|-------------|--------------------|---------------|-----------------------------|-------------|------------------------------------|------------|
| | 2010 | 2011 | 2010 ^{a)} | 2011 | 2010 | 2011 | 2010 | 2011 |
| Dettes financières | 70,5 | 70,3 | 15 192 | 15 972 | 92,1 | 90,6 | 4,4 | 4,2 |
| Dettes immobilières | 2,9 | 4,9 | 45 704 | 63 509 | 1,3 | 1,6 | 1,4 | 1,4 |
| Prêts immobiliers | 2,8 | 3,8 | 47 714 | 70 087 | 1,2 | 1,1 | 1,4 | 1,4 |
| Arriérés | 0,1 | 0,0 | 23 131 | 12 431 | 0,1 | 0,1 | 1,2 | 1,2 |
| Solde après vente résidence principale | NC | 1,0 | NC | 45 069 | NC | 0,4 | NC | 1,2 |
| Dettes à la consommation | 64,8 | 62,6 | 14 826 | 15 344 | 86,8 | 83,9 | 4,0 | 3,8 |
| Crédits renouvelables | 51,0 | 43,2 | 12 935 | 12 406 | 78,2 | 71,6 | 3,7 | 3,4 |
| Prêts personnels | 13,0 | 18,7 | 9 059 | 11 622 | 28,5 | 33,1 | 2,0 | 2,1 |
| Crédits affectés/LOA | 0,9 | 0,7 | 7 557 | 8 284 | 2,2 | 1,8 | 1,5 | 1,3 |
| Microcrédits et prêts sur gage | NC | 0,1 | NC | 4 221 | NC | 0,4 | NC | 1,5 |
| Autres dettes bancaires (découverts et dépassements) | 2,8 | 2,8 | 1 177 | 1 160 | 46,7 | 49,0 | 1,2 | 1,2 |

a) L'endettement moyen porte sur les dossiers recevables du 1^{er} janvier au 31 octobre 2010, soit une période de référence de dix mois.

Source : Banque de France

2|1 Les dettes immobilières

Les dettes résultant de crédits immobiliers (prêts immobiliers, arriérés, solde restant dû après la vente de la résidence principale) représentent 1 689 millions d'euros (57,5 millions d'euros en PRP), soit 27 % des dettes financières et 22,6 % de l'endettement global. Elles concernent 8,7 % de l'ensemble des dossiers (1,6 % en PRP) et se caractérisent par un endettement moyen de 95 252 euros (63 509 en PRP).

Ces données reflètent pour 2011 une progression de la part de l'endettement immobilier dans les situations de surendettement qui se confirme dans les évolutions mesurées au travers du baromètre du surendettement pour l'année 2012.

Ainsi, l'encours de dettes immobilières par dossier, qui était de 89 142 euros en 2010, se situe à 95 252 euros en 2011 (+ 7 %) et à 100 800 euros au troisième trimestre 2012 (+ 6 %). Cette évolution concerne un pourcentage croissant de dossiers, 7,2 % en 2010 puis 8,7 % en 2011 et 9,6 % au troisième trimestre 2012, mais le nombre moyen de dettes par dossier (1,8) reste stable.

Les dossiers en PRP connaissent également une progression de la part de l'endettement au titre des dettes immobilières, même si le pourcentage de dossiers concernés reste faible (1,6 % en 2011 contre 1,3 % en 2010). L'encours moyen par dossier, tout en restant limité en valeur absolue (63 509 euros), a progressé de 17 805 euros entre 2010 et 2011, soit une hausse de 38,9 %.

2|2 Les dettes relatives aux dettes à la consommation

Vue d'ensemble

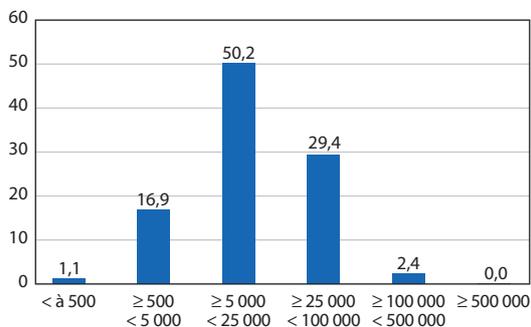
L'endettement au titre des dettes à la consommation s'établit à 4 342 millions d'euros, soit 70 % de l'endettement financier et 58,2 % de l'endettement global. L'endettement moyen par dossier qui est de 23 927 euros pour l'ensemble des dossiers recevables atteint 15 344 euros dans le cadre de dossiers en PRP.

Une analyse en termes de répartition montre que les dettes à la consommation présentes dans les dossiers recevables sont d'un montant inférieur

Graphique 28

Répartition des dossiers recevables selon le montant total des dettes à la consommation

(répartition en %, montants en euros)



Source : Banque de France

à 5 000 euros dans 18 % des cas, d'un montant compris entre 5 000 et 25 000 euros dans 50,2 % des cas, se situent entre 25 000 et 100 000 euros dans 29,4 % des cas et ne sont supérieures à ce dernier montant que dans un pourcentage marginal.

On observe une réduction de 62,3 % en 2010 à 58,2 % en 2011 de la part des dettes à la consommation dans l'endettement global, ce pourcentage atteignant 53,6 % au troisième trimestre 2012. Parallèlement, le nombre moyen de dettes par dossier a lui aussi diminué, passant de 5,1 en 2010 à 4,8 dettes en 2011 et 4,6 au troisième trimestre 2012. L'endettement moyen par dossier (23 927 euros) qui se situe en 2011 à un niveau proche de celui observé en 2010, tend également à décroître en 2012 (22 700 euros au troisième trimestre).

En ce qui concerne les dossiers en PRP, la part de ces dettes dans l'endettement global s'est contractée plus légèrement (- 2,2 %), et l'endettement moyen a progressé, passant de 14 826 euros à 15 344 euros.

Parts respectives des crédits renouvelables et des prêts personnels

La ventilation des dettes à la consommation montre une réduction du poids des crédits renouvelables dans l'endettement global (de 40,1 % en 2010 à 34,6 % en 2011 et 31,3 % à fin septembre 2012) ainsi qu'une légère augmentation de la part des prêts personnels qui passe de 20,8 % en 2010 à 22,7 % en 2011 puis à 21,4 % au troisième trimestre 2012.

Dans le même ordre d'idées, la part des crédits renouvelables au sein des dettes à la consommation est passée de 64,5 % en 2010 à 59,4 % en 2011 (58,4 % au troisième trimestre 2012), au bénéfice des prêts personnels qui ont augmenté de 33,5 % à 39 % sur la même période (39,9 % au troisième trimestre 2012).

Malgré ces évolutions récentes, les crédits renouvelables constituent toujours la composante principale des dettes totales, étant présents dans 77,9 % des dossiers (75 % au troisième trimestre 2012), pour un montant moyen de 16 330 euros (15 400 euros au troisième trimestre 2012) et un nombre moyen de 4,1 dettes par dossier (3,8 au troisième trimestre 2012).

Pour les dossiers en PRP, les mêmes évolutions peuvent être constatées. Ainsi, la part des crédits renouvelables dans l'endettement global s'est nettement infléchie passant de 51,0 % en 2010 à 43,2 % en 2011, et le pourcentage de dossiers contenant des crédits renouvelables s'est réduit (71,6 % en 2011 après 78,2 %).

Les évolutions ainsi constatées peuvent être mises en parallèle avec les modifications structurelles en cours du modèle économique du crédit à la consommation qui se traduisent, dans le prolongement de la loi du 1^{er} juillet 2010, par une tendance à la substitution de prêts personnels à des crédits renouvelables, relevée notamment dans le cadre du premier rapport du Comité de suivi de la réforme de l'usure (publié par la Banque de France en novembre 2012).

Pour autant, la structure des dettes à la consommation des ménages surendettés, encore caractérisée, malgré les évolutions récentes, par une nette prépondérance des crédits renouvelables, demeure atypique par rapport à celle de la population française où les prêts personnels sont prépondérants².

2|3 Découverts et dépassements

Cette catégorie de dettes n'a pas connu d'évolution significative au cours de la période observée.

² Cf. premier rapport du Comité de suivi de la réforme de l'usure, Banque de France, novembre 2012, et annexe 4 du présent rapport.

Les découverts et dépassements représentent de manière assez stable 2,1 % de l'endettement global des personnes surendettées en 2011 et 2,8 % de l'endettement global des personnes en situation de PRP.

En moyenne, cette catégorie de dettes, présente dans 56 % des dossiers (49 % en PRP), est caractérisée par un montant de 1 363 euros par dossier en 2011 (1 160 pour les dossiers en PRP).

Le nombre moyen de dettes par dossier s'établit à 1,3 pour l'ensemble des dossiers recevables (1,2 en PRP).

3 | Arriérés de charges courantes (dossiers recevables)

Les dettes de charges courantes sont présentes dans 75,6 % des dossiers de surendettement en 2011 (77,6 % au troisième trimestre 2012), pour un montant moyen de 4 446 euros (4 600 euros au troisième trimestre 2012), en augmentation de près de 7,5 % depuis 2010.

Les charges courantes correspondent à 9,1 % de la valeur totale des dettes et le nombre moyen de lignes de dettes de cette nature s'établit à 3,7 dettes (3,9 au troisième trimestre 2012).

- **Les dettes de logement**, principale composante des arriérés de charges courantes en valeur (48,4 % du total des charges courantes), sont recensées dans 45 % des dossiers de surendettement, pour un encours moyen de 3 614 euros, en progression par rapport à 2010 (3 229 euros).

- **Les dettes d'énergie** ne représentent que 1,7 % de l'endettement global, mais sont présentes dans presque la moitié des dossiers de surendettement (49 %), pour un montant moyen en progression de près de 10 %. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de croissance des tarifs du gaz et de l'électricité³, et des difficultés de paiement qui peuvent y être associées⁴.

- **Les dettes alimentaires** sont d'un montant moyen de 3 485 euros, mais ne sont présentes que dans 2,4 % des dossiers.

- **Les dettes fiscales** d'un montant moyen de 1 714 euros représentent 1,8 % de l'endettement global et sont présentes dans 38,7 % dossiers.

³ Selon l'Insee, les dépenses d'énergie se sont accrues de 9,3 % en 2011.

⁴ Le médiateur national de l'énergie a reçu 8 000 saisines (14 % de plus en 2011 qu'en 2010), dont 15 % étaient liées à des difficultés de paiement (lesquelles se sont accrues de 80 %). La dette moyenne atteint 1 900 euros vis-à-vis des fournisseurs d'énergie (1 300 euros pour les personnes surendettées).

Tableau 19
Ventilation des dettes de charges courantes – dossiers recevables

(part en %, montant en euros et nombre moyen de dettes en unités)

| | Part dans l'endettement global | | Endettement moyen | | Part des dossiers concernés | | Nombre moyen de dettes par dossier | |
|--------------------------------------|--------------------------------|------------|-------------------|--------------|-----------------------------|-------------|------------------------------------|------------|
| | 2010 | 2011 | 2010 | 2011 | 2010 | 2011 | 2010 | 2011 |
| Dettes de charges courantes | 9,2 | 9,1 | 4 137 | 4 446 | 76,4 | 75,6 | 3,9 | 3,7 |
| Dettes de logement | 4,4 | 4,4 | 3 229 | 3 614 | 46,7 | 45,0 | 1,3 | 1,3 |
| Dettes d'énergie et de communication | 1,8 | 1,7 | 1 202 | 1 303 | 50,4 | 49,0 | 2,3 | 2,2 |
| Dettes de transport | 0,0 | 0,0 | 460 | 413 | 1,3 | 0,9 | 1,1 | 1,1 |
| Dettes d'assurance/ mutuelle | 0,5 | 0,5 | 634 | 720 | 25,7 | 24,8 | 1,5 | 1,4 |
| Dettes de santé/ éducation | 0,4 | 0,4 | 753 | 815 | 19,8 | 20,1 | 1,6 | 1,5 |
| Dettes alimentaires | 0,2 | 0,2 | 2 923 | 3 485 | 2,6 | 2,4 | 1,1 | 1,1 |
| Dettes fiscales | 1,9 | 1,8 | 1 634 | 1 714 | 40,0 | 38,7 | 1,2 | 1,2 |

Source : Banque de France

4| Autres dettes

Les autres dettes représentent 7,9 % de l'endettement global des surendettés et sont présentes dans un peu plus de la moitié des dossiers (50,4 %), pour un montant moyen

en hausse (5 795 euros après 4 909 euros en 2010).

Cette hausse est consécutive notamment à celle des dettes diverses et plus particulièrement à celle des dettes de caution qui ne concernent toutefois qu'une très faible part (1,5 %) des dossiers.

Tableau 20
Ventilation des autres dettes – dossiers recevables

(part en %, endettement en euros et nombre moyen de dettes en unités)

| | Part dans l'endettement global | | Endettement moyen | | Dossiers concernés | | Nombre moyen de dettes par dossier | |
|---|--------------------------------|------------|-------------------|--------------|--------------------|-------------|------------------------------------|------------|
| | 2010 | 2011 | 2010 | 2011 | 2010 | 2011 | 2010 | 2011 |
| Autres dettes | 7,6 | 7,9 | 4 909 | 5 795 | 53,6 | 50,4 | 2,6 | 2,3 |
| Dettes sociales | 1,2 | 1,2 | 1 613 | 1 858 | 25,9 | 23,7 | 1,4 | 1,3 |
| Dettes professionnelles | 0,7 | 0,4 | 25 021 | 19 018 | 0,9 | 0,9 | 1,9 | 1,5 |
| Dettes pénales et réparations pécuniaires | 1,3 | 1,2 | 3 195 | 3 003 | 14,1 | 14,3 | 1,5 | 1,4 |
| Dettes diverses (dont chèques impayés) | 4,4 | 5,1 | 4 525 | 6 281 | 33,8 | 30,0 | 2,4 | 2,1 |

Source : Banque de France

Annexe 1 | Nomenclature de l'endettement

Dettes financières

- **Dettes immobilières :**
 - Prêts immobiliers
 - Arriérés
 - Solde après vente de la résidence principale
- **Dettes à la consommation :**
 - Crédits renouvelables
 - Prêts personnels
 - Crédits affectés / LOA
- **Microcrédits et prêts sur gage**
- **Autres dettes financières (découverts et dépassements) :**
Autres dettes bancaires et solde débiteur

Dettes de charges courantes

- **Dettes de logement :**
 - Loyer et charges locatives
 - Charges de copropriété
 - Frais de maison de retraite, frais de maison spécialisée
 - Dépôts de garantie
- **Dettes d'énergie et de communication :**
 - Électricité — gaz — chauffage
 - Eau
 - Téléphonie — internet
- **Dettes de transport**
- **Dettes d'assurance et de mutuelle :**
 - Dettes d'assurance
 - Dettes de mutuelle
- **Dettes de santé et d'éducation :**
 - Dettes de santé : frais médicaux, forfaits hospitaliers
 - Dettes d'éducation : frais de garde d'enfant, scolarité-études, cantine scolaire

- **Dettes alimentaires :** pensions alimentaires...

- **Dettes fiscales :**
 - Impôts sur le revenu
 - Taxe d'habitation
 - Taxe foncière

Autres dettes

- **Dettes diverses :**
 - Frais d'huissiers, d'avocats, prêts envers la famille, dommages et intérêts civils, autres dettes diverses
 - Chèques impayés
 - Dettes auprès d'une caution : dettes auprès d'une caution personne physique, dettes bancaires ou non bancaires auprès d'une caution personne morale
 - Dettes en tant que caution : dettes du débiteur en tant que caution, débiteur caution actionnée pour une dette professionnelle, débiteur caution actionnée pour une dette non professionnelle
- **Dettes sociales :**
 - Organismes d'aides sociales (CAF, FSL...)
 - Employeur et comité d'entreprise
 - Assedic, indemnités de sécurité sociale et caisses de retraite
- **Dettes professionnelles :**
 - organismes sociaux, dettes fiscales professionnelles, autres dettes professionnelles, microcrédits professionnels bancaires, microcrédits professionnels non bancaires, dettes fiscales directes, dettes fiscales indirectes
- **Dettes pénales et réparations pécuniaires :**
 - dettes pénales, condamnations pénales, amendes, réparations pécuniaires

Autres précisions méthodologiques ¹ : dossiers de surendettement et dettes

Montant des dettes : le montant des dettes a été calculé en effectuant l'agrégation des montants des dettes par sous-catégorie.

Nombre total de dossiers : le nombre total de dossiers vise les dossiers pour lesquels au moins une dette de la catégorie concernée est présente.

Nombre de dettes : le nombre de dettes correspond au nombre de lignes de dettes recensées dans l'ensemble des dossiers recevables.

Part dans l'endettement global : la part dans l'endettement global s'obtient en divisant l'encours

des dettes de la catégorie concernée par l'encours total des dettes.

Endettement moyen : l'endettement moyen est le rapport entre l'encours total d'une catégorie de dettes et le nombre de dossiers comportant au moins un prêt de cette catégorie.

Dossiers concernés : la rubrique « dossiers concernés » se calcule en divisant le nombre de dossiers disposant d'au moins une dette de la catégorie visée par le nombre total de dossiers recevables.

Nombre moyen de dettes : le nombre moyen de dettes est le rapport entre le nombre total de dettes d'une catégorie concernée et le nombre de dossiers dans lequel figure au moins une dette de ce type.

¹ La méthodologie utilisée est la même que celle retenue pour le baromètre du surendettement.

Annexe 2 | Professions et catégories socioprofessionnelles

La base d'étude, pour la répartition des surendettés par professions et catégories socioprofessionnelles (PCS), est de 259 414 surendettés (débiteurs et codébiteurs). Les personnes au chômage sont en principe réparties dans la catégorie socioprofessionnelle correspondant à leur dernière (ou principale) situation professionnelle, tandis que les chômeurs n'ayant jamais travaillé sont recensés sous la catégorie « autres personnes sans activité professionnelle ». La nomenclature utilisée correspond à la nomenclature Insee (niveau 3) et se décompose comme suit :

Les « artisans, commerçants, et chefs d'entreprise » regroupent les PCS :

- 11 : Agriculteurs sur petite exploitation
- 12 : Agriculteurs sur moyenne exploitation
- 13 : Agriculteurs sur grande exploitation
- 21 : Artisans
- 22 : Commerçants et assimilés
- 23 : Chefs d'entreprise de dix salariés ou plus

Les « cadres, professions intellectuelles supérieures » regroupent les PCS :

- 31 : Professions libérales
- 33 : Cadres de la fonction publique
- 34 : Professeurs, professions scientifiques
- 35 : Professions de l'information, des arts et spectacles
- 37 : Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise
- 38 : Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise

Les « professions intermédiaires » regroupent les PCS :

- 42 : Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés
- 43 : Professions intermédiaires de la santé et du travail social
- 44 : Clergé, religieux
- 45 : Professions intermédiaires administratives de la fonction publique

- 46 : Professions intermédiaires administratives et commerciales d'entreprise
- 47 : Techniciens
- 48 : Contremaîtres et agents de maîtrise

Les « employés » regroupent les PCS :

- 52 : Employés civils et agents de service de la fonction publique
- 53 : Policiers et militaires
- 54 : Employés administratifs d'entreprise
- 55 : Employés de commerce
- 56 : Personnels des services directs aux particuliers

Les « ouvriers » regroupent les PCS :

- 62 : Ouvriers qualifiés de type industriel
- 63 : Ouvriers qualifiés de type artisanal
- 64 : Chauffeurs
- 65 : Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et des transports
- 67 : Ouvriers non qualifiés de type industriel
- 68 : Ouvriers non qualifiés de type artisanal
- 69 : Ouvriers agricoles

Les « inactifs ayant déjà travaillé » regroupent les PCS :

- 71 : Anciens agriculteurs exploitants
- 72 : Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise
- 74 : Anciens cadres
- 75 : Anciens professions intermédiaires
- 77 : Anciens employés
- 78 : Anciens ouvriers

Les « autres personnes sans activité professionnelle » regroupent les PCS :

- 81 : Chômeurs n'ayant jamais travaillé
- 83 : Militaires du contingent
- 84 : Élève ou étudiant
- 85 : Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités)
- 86 : Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités)

Annexe 3 | Structure détaillée de l'endettement

Tableau 1
Structure de l'endettement pour l'ensemble des dossiers recevables
 (montant en euros, part en % et nombre moyen de dettes en unités)

| | Montant des dettes | Nombre total de dossiers | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Endettement moyen | Part des dossiers concernés | Nb moyen de dettes par dossier |
|--|----------------------|--------------------------|------------------|--------------------------------|-------------------|-----------------------------|--------------------------------|
| Dettes financières | 6 190 242 481 | 191 384 | 1 056 287 | 82,9 | 32 345 | 94,4 | 5,5 |
| Dettes immobilières | 1 688 811 858 | 17 730 | 31 948 | 22,6 | 95252 | 8,7 | 1,8 |
| Prêts immobiliers | 1 615 260 851 | 16 429 | 28 090 | 21,6 | 98 318 | 8,1 | 1,7 |
| Arriérés | 20 247 672 | 1 719 | 2 316 | 0,3 | 11 779 | 0,8 | 1,3 |
| Solde après vente de la résidence principale | 53 303 336 | 1 260 | 1 541 | 0,7 | 42 304 | 0,6 | 1,2 |
| Dettes à la consommation | 4 342 354 153 | 181 483 | 878 082 | 58,2 | 23 927 | 89,5 | 4,8 |
| Crédits renouvelables | 2 579 492 394 | 157 962 | 641 259 | 34,6 | 16 330 | 77,9 | 4,1 |
| Prêts personnels | 1 691 767 306 | 95 467 | 227 902 | 22,7 | 17 721 | 47,1 | 2,4 |
| Crédits affectés/LOA | 71 094 453 | 6 472 | 8 921 | 1,0 | 10 985 | 3,2 | 1,4 |
| Microcrédits et prêts sur gage | 4 623 281 | 853 | 1 264 | 0,1 | 5 420 | 0,4 | 1,5 |
| Autres dettes bancaires (découverts et dépassements) | 154 453 189 | 113 297 | 144 993 | 2,1 | 1 363 | 55,9 | 1,3 |
| Dettes de charges courantes | 681 276 940 | 153 250 | 561 964 | 9,1 | 4 446 | 75,6 | 3,7 |
| Dettes de logement | 329 983 158 | 91 305 | 115 044 | 4,4 | 3 614 | 45,0 | 1,3 |
| Loyer et charges locatives | 300 092 528 | 84 086 | 98 627 | 4,0 | 3 569 | 41,5 | 1,2 |
| Charges de copropriété | 7 609 545 | 1 947 | 2 060 | 0,1 | 3 908 | 1,0 | 1,1 |
| Frais de maison de retraite /frais de maison spécialisée | 4 162 814 | 465 | 484 | 0,1 | 8 952 | 0,2 | 1,0 |
| Dépôts de garantie | 18 118 272 | 12 314 | 13 872 | 0,2 | 1 471 | 6,1 | 1,1 |
| Dettes d'énergie et de communication | 129 453 086 | 99 358 | 215 119 | 1,7 | 1 303 | 49,0 | 2,2 |
| Électricité - gaz - chauffage | 68 362 332 | 66 183 | 87 415 | 0,9 | 1 033 | 32,6 | 1,3 |
| Eau | 20 330 097 | 34 057 | 38 943 | 0,3 | 597 | 16,8 | 1,1 |
| Téléphonie - internet | 40 760 657 | 55 574 | 88 762 | 0,5 | 733 | 27,4 | 1,6 |
| Dettes de transport | 740 669 | 1 795 | 1 964 | 0,0 | 413 | 0,9 | 1,1 |
| Dettes d'assurance/ mutuelle | 36 270 776 | 50 389 | 71 285 | 0,5 | 720 | 24,8 | 1,4 |
| Dettes d'assurance | 28 514 828 | 42 833 | 57 536 | 0,4 | 666 | 21,1 | 1,3 |
| Dettes de mutuelle | 7 755 948 | 12 587 | 13 749 | 0,1 | 616 | 6,2 | 1,1 |
| Dettes de santé/ éducation | 33 222 788 | 40 750 | 61 368 | 0,4 | 815 | 20,1 | 1,5 |
| Dettes de santé | 16 519 552 | 24 368 | 34 507 | 0,2 | 678 | 12,0 | 1,4 |
| Dettes d'éducation et frais de garde | 16 703 236 | 21 781 | 26 861 | 0,2 | 767 | 10,7 | 1,2 |
| Dettes alimentaires | 17 006 449 | 4 880 | 5 253 | 0,2 | 3 485 | 2,4 | 1,1 |
| Dettes fiscales | 134 600 014 | 78 530 | 91 931 | 1,8 | 1 714 | 38,7 | 1,2 |
| Impôt sur le revenu | 91 090 789 | 26 889 | 29 125 | 1,2 | 3 388 | 13,3 | 1,1 |
| Taxe d'habitation | 37 234 834 | 53 508 | 57 340 | 0,5 | 696 | 26,4 | 1,1 |
| Taxe foncière | 6 274 390 | 5 067 | 5 465 | 0,1 | 1 238 | 2,5 | 1,1 |
| Autres dettes | 592 567 048 | 102 251 | 234 390 | 7,9 | 5 795 | 50,4 | 2,3 |
| Dettes diverses | 382 607 917 | 60 917 | 126 893 | 5,1 | 6 281 | 30,0 | 2,1 |
| Huissier, avocat, prêt envers la famille ... | 179 397 544 | 46 181 | 74 197 | 2,4 | 3 885 | 22,8 | 1,6 |
| Chèques impayés | 16 835 588 | 18 412 | 46 330 | 0,2 | 914 | 9,1 | 2,5 |
| Dettes auprès d'une caution | 19 177 091 | 1 517 | 1 720 | 0,3 | 12 641 | 0,7 | 1,1 |
| Dettes en tant que caution | 167 197 693 | 3 118 | 4 646 | 2,2 | 53 623 | 1,5 | 1,5 |
| Dettes sociales | 89 417 070 | 48 132 | 63 758 | 1,2 | 1 858 | 23,7 | 1,3 |
| Organismes d'aides sociales (CAF, FSL...) | 58 471 090 | 39 345 | 50 892 | 0,8 | 1 486 | 19,4 | 1,3 |
| Employeur et Comité d'entreprise | 9 210 522 | 3 598 | 4 019 | 0,1 | 2 560 | 1,8 | 1,1 |
| ASSEDIC, indemnités Sécurité sociale et Caisses de retraite... | 21 735 458 | 8 100 | 8 846 | 0,3 | 2 683 | 4,0 | 1,1 |
| Dettes professionnelles | 33 223 976 | 1 747 | 2 693 | 0,4 | 19 018 | 0,9 | 1,5 |
| Dettes pénales et réparations pécuniaires | 87 318 084 | 29 079 | 41 046 | 1,2 | 3 003 | 14,3 | 1,4 |
| Endettement global | 7 464 086 469 | 202 823 | 1 852 641 | 100 | 36 801 | 100 | 9,1 |

Tableau 2

Structure de l'endettement pour les dossiers en procédure de rétablissement personnel

(montant en euros, part en % et nombre moyen de dettes en unités)

| | Montant des dettes | Nombre total de dossiers | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Endettement moyen | Part des dossiers concernés | Nb moyen de dettes par dossier |
|--|----------------------|--------------------------|------------------|--------------------------------|-------------------|-----------------------------|--------------------------------|
| Dettes financières | 833 488 289 | 52 185 | 219 139 | 70,3 | 15 972 | 90,6 | 4,2 |
| Dettes immobilières | 57 538 737 | 906 | 1 299 | 4,9 | 63 509 | 1,6 | 1,4 |
| Prêts immobiliers | 45 626 621 | 651 | 942 | 3,8 | 70 087 | 1,1 | 1,4 |
| Arriérés | 509 657 | 41 | 51 | 0,0 | 12 431 | 0,1 | 1,2 |
| Solde après vente de la résidence principale | 11 402 459 | 253 | 306 | 1,0 | 45 069 | 0,4 | 1,2 |
| Dettes à la consommation | 742 129 735 | 48 366 | 182 878 | 62,6 | 15 344 | 83,9 | 3,8 |
| Crédits renouvelables | 512 037 907 | 41 273 | 141 311 | 43,2 | 12 406 | 71,6 | 3,4 |
| Prêts personnels | 221 338 426 | 19 045 | 40 160 | 18,7 | 11 622 | 33,1 | 2,1 |
| Crédits affectés/LOA | 8 753 402 | 1 057 | 1 407 | 0,7 | 8 284 | 1,8 | 1,3 |
| Microcrédits et prêts sur gage | 1 055 285 | 250 | 375 | 0,1 | 4 221 | 0,4 | 1,5 |
| Autres dettes bancaires (découverts et dépassements) | 32 764 532 | 28 257 | 34 587 | 2,8 | 1 160 | 49,0 | 1,2 |
| Dettes de charges courantes | 204 963 930 | 45 165 | 177 171 | 17,3 | 4 538 | 78,4 | 3,9 |
| Dettes de logement | 108 040 215 | 29 280 | 37 128 | 9,1 | 3 690 | 50,8 | 1,3 |
| Loyer et charges locatives | 99 955 030 | 27 669 | 32 911 | 8,4 | 3 613 | 48,0 | 1,2 |
| Charges de copropriété | 573 190 | 149 | 162 | 0,0 | 3 847 | 0,3 | 1,1 |
| Frais de maison de retraite /frais de maison spécialisée | 2 966 152 | 306 | 320 | 0,3 | 9 693 | 0,5 | 1,0 |
| Dépôts de garantie | 4 545 844 | 3 316 | 3 735 | 0,4 | 1 371 | 5,8 | 1,1 |
| Dettes d'énergie et de communication | 46 495 567 | 31 561 | 73 626 | 3,9 | 1 473 | 54,8 | 2,3 |
| Électricité - gaz - chauffage | 24 485 234 | 21 915 | 30 599 | 2,1 | 1 117 | 38,0 | 1,4 |
| Eau | 7 481 247 | 10 999 | 12 885 | 0,6 | 680 | 19,1 | 1,2 |
| Téléphonie - internet | 14 529 086 | 18 024 | 30 143 | 1,2 | 806 | 31,3 | 1,7 |
| Dettes de transport | 222 309 | 517 | 581 | 0,0 | 430 | 0,9 | 1,1 |
| Dettes d'assurance/ mutuelle | 10 366 291 | 14 855 | 21 454 | 0,9 | 698 | 25,8 | 1,4 |
| Dettes d'assurance | 8 306 104 | 12 721 | 17 518 | 0,7 | 653 | 22,1 | 1,4 |
| Dettes de mutuelle | 2 060 187 | 3 568 | 3 936 | 0,2 | 577 | 6,2 | 1,1 |
| Dettes de santé/ éducation | 11 508 059 | 13 145 | 20 555 | 1,0 | 875 | 22,8 | 1,6 |
| Dettes de santé | 6 522 260 | 8 278 | 12 186 | 0,6 | 788 | 14,4 | 1,5 |
| Dettes d'éducation et frais de garde | 4 985 800 | 6 654 | 8 369 | 0,4 | 749 | 11,5 | 1,3 |
| Dettes alimentaires | 4 462 690 | 1 342 | 1 457 | 0,4 | 3 325 | 2,3 | 1,1 |
| Dettes fiscales | 23 868 798 | 19 448 | 22 370 | 2,0 | 1 227 | 33,7 | 1,2 |
| Impôt sur le revenu | 14 263 261 | 4 674 | 5 084 | 1,2 | 3 052 | 8,1 | 1,1 |
| Taxe d'habitation | 8 982 415 | 15 485 | 16 817 | 0,8 | 580 | 26,9 | 1,1 |
| Taxe foncière | 623 122 | 440 | 469 | 0,1 | 1 416 | 0,8 | 1,1 |
| Autres dettes | 147 199 639 | 31 286 | 74 077 | 12,4 | 4 705 | 54,3 | 2,4 |
| Dettes diverses | 75 803 268 | 17 266 | 37 409 | 6,4 | 4 390 | 30,0 | 2,2 |
| Huissier, avocat, prêt envers la famille ... | 39 179 477 | 13 196 | 21 921 | 3,3 | 2 969 | 22,9 | 1,7 |
| Chèques impayés | 5 111 822 | 5 452 | 14 271 | 0,4 | 938 | 9,5 | 2,6 |
| Dettes auprès d'une caution | 2 029 561 | 332 | 377 | 0,2 | 6 113 | 0,6 | 1,1 |
| Dettes en tant que caution | 29 482 408 | 603 | 840 | 2,5 | 48 893 | 1,0 | 1,4 |
| Dettes sociales | 30 740 036 | 17 186 | 23 258 | 2,6 | 1 789 | 29,8 | 1,4 |
| Organismes d'aides sociales (CAF, FSL...) | 22 782 314 | 14 868 | 19 641 | 1,9 | 1 532 | 25,8 | 1,3 |
| Employeur et Comité d'entreprise | 1 343 154 | 656 | 689 | 0,1 | 2 047 | 1,1 | 1,1 |
| ASSEDIC, indemnités Sécurité sociale et Caisses de retraite... | 6 614 567 | 2 690 | 2 928 | 0,6 | 2 459 | 4,7 | 1,1 |
| Dettes professionnelles | 4 844 024 | 344 | 524 | 0,4 | 14 081 | 0,6 | 1,5 |
| Dettes pénales et réparations pécuniaires | 35 812 312 | 9 013 | 12 886 | 3,0 | 3 973 | 15,6 | 1,4 |
| Endettement global | 1 185 651 858 | 57 625 | 470 387 | 100 | 20 575 | 100 | 8,2 |

Annexe 4 | Distribution du crédit à la consommation en France

Extraits du premier rapport du Comité de suivi de la réforme de l'usure (Banque de France, novembre 2012)

« La distribution de crédits à la consommation est une activité importante pour les établissements de crédit : 161 milliards d'euros d'encours de crédits à la consommation aux ménages au deuxième trimestre 2012, dont 149 milliards de crédits aux particuliers et 12 milliards de crédits aux entrepreneurs individuels. (...) »

Les prêts personnels constituent l'essentiel des crédits à la consommation

À la fin du deuxième trimestre 2012, les prêts personnels ou amortissables représentaient plus de la moitié de l'encours des crédits à la consommation recensés dans les statistiques de la Banque de France.

Celles-ci reposent sur les déclarations en encours de l'ensemble des établissements de crédit, toutes affiliations à des organismes professionnels confondus ; les crédits renouvelables et les découverts en constituaient 22 % (cf. graphique ci-contre). (...) »

Une croissance ralentie du crédit à la consommation

À la fin de l'année 2011 et au début de l'année 2012, la distribution du crédit s'est ralentie. Le taux de croissance des crédits à la consommation des ménages s'inscrit à fin juillet 2012 en progression de 1,2 % sur un an. Les ménages incluent dans la terminologie statistique les particuliers et les entrepreneurs individuels. Pour les seuls particuliers, les crédits à la consommation ont progressé de 1,5 %. (...) »

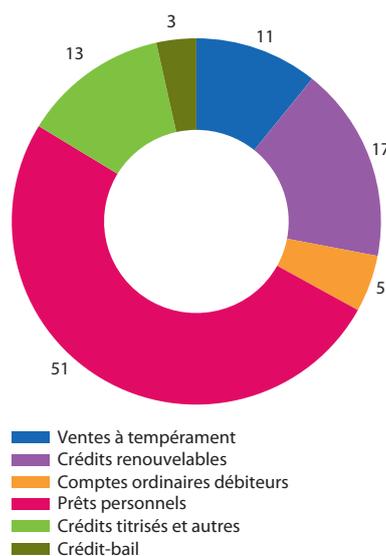
Le ralentissement récent de la distribution du crédit à la consommation paraît s'expliquer, dans l'ensemble,

par l'évolution de la consommation des ménages et par la dégradation de leur confiance davantage que par une saturation du marché qui serait liée à des niveaux d'endettement insoutenables. (...) »

De fait, le taux d'endettement lié au crédit à la consommation est relativement stable sur les dernières années et fait même apparaître une légère tendance à la baisse depuis la fin 2010. (...) »

Graphique 1
Répartition par catégorie des crédits à la consommation aux particuliers

(en %)



Lecture : Le total des crédits à la consommation aux particuliers atteint 149 milliards d'euros au deuxième trimestre 2012.

Source : Banque de France

.../...

Des transformations structurelles en cours du modèle économique du crédit de la consommation

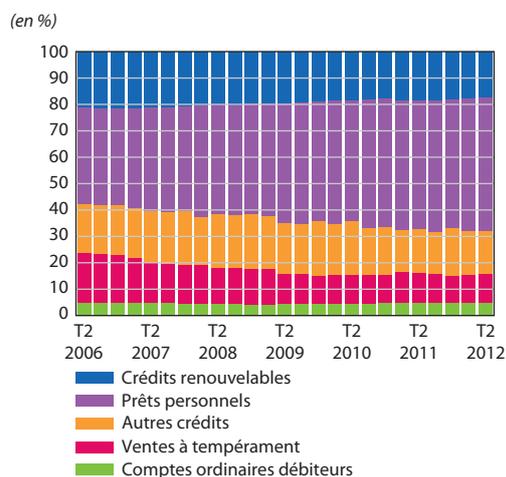
Le marché du crédit à la consommation est un marché très hétérogène où coexistent différents types d'intervenants avec des approches commerciales différentes : des sociétés financières spécialisées dans la distribution de crédit renouvelable ; des réseaux généralistes offrant une gamme diversifiée de produits ; des établissements de crédit affiliés à des groupes automobiles. Le nouvel environnement réglementaire a conduit ou incité à des transformations structurelles.

La substitution de prêts personnels à des crédits renouvelables a effectivement commencé.

Les composantes des crédits à la consommation ont connu une évolution contrastée depuis 2005, notamment liée à la préparation puis à la mise en œuvre de la loi du 1^{er} juillet 2010. L'encours de crédits renouvelables est resté globalement stable jusqu'en 2010 puis a décliné depuis

au profit notamment des prêts personnels, affectés ou non, sans pour autant que cela se traduise par une hausse de la part des découverts. »

Graphique 2
Part des différentes catégories de crédit à la consommation en France



Annexe 5 | Liste des sigles

EPCV : Enquêtes permanentes sur les conditions de vie des ménages

EU-SILC : *European Union Statistics on Income and Living Conditions*

LOA : Location avec option d'achat

ONPES : Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale

PEE : Plan d'épargne entreprise

PERCO : Plan d'épargne pour la retraite collectif

SOeS : Service de l'Observation et des Statistiques

SRCV : Enquête statistique sur les ressources et conditions de vie

Éditeur

Banque de France
39, rue Croix des Petits Champs
75001 Paris

Directeur de la publication

Nathalie Aufauvre,
Secrétaire général de la Banque de France

Rédacteur en chef

Béatrice Raoult-Textier

Ont participé à la rédaction de ce rapport

Annabelle Rincon, Alexandra Lion

Secrétariat de rédaction

Sylvain Josserand, Dominique Rougès

Réalisation

Service des Publications économiques

Opérateurs PAO

Nicolas Besson, Pierre Bordenave,
Angélique Brunelle, Alexandrine Dimouchy,
Christian Heurtaux, François Lécuyer,
Aurélien Lefèvre, Carine Otto, Isabelle Pasquier

Version papier

Tirage limité

Impression

Banque de France

Internet

www.banque-france.fr/fr/publications

Le Surendettement des ménages — enquête typologique 2011 est en libre téléchargement sur le site de la Banque de France (www.banque-france.fr).

